

# INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

## BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

-----  
Suivi de la conjoncture  
monétaire et financière  
-----

*N° 122 – 2ème trimestre 2005*

- NOUVELLE-CALEDONIE -



L'Institut d'émission d'outre-mer est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

◆ Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixe de 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10.000, 5.000, 1.000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.

◆ Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).

◆ Il oriente la politique du crédit en refinancant à des taux privilégiés les crédits à court et à moyen terme consentis par les banques aux entreprises appartenant aux secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée.

◆ Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.

◆ Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.

◆ L'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne a confié une mission nouvelle à l'IEOM, chargé désormais de s'assurer de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière.

	<b>Page</b>
<b>Synthèse :</b>	
Synthèse des différents éléments	3
<b>I. L'évolution monétaire et financière</b>	
<b>1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>7</b>
1.1.1 Les dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte	7
1.1.2 L'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures	9
1.1.3 Les actifs financiers par agents économiques	13
<b>1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>17</b>
1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place	17
1.2.2 Les concours accordés par les établissements situés dans la zone d'émission	21
1.2.3 Les concours accordés par les établissements installés hors de la zone d'émission	25
<b>1.3 La masse monétaire et ses contreparties</b>	<b>29</b>
1.3.1 La masse monétaire	29
1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	29
<b>1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit locaux</b>	<b>31</b>
1.4.1 Le financement des crédits bancaires	31
1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée	33
<b>II. Rappel des taux</b>	
<b>2.1 Taux administrés</b>	<b>37</b>
2.1.1 Taux d'intérêt légal	37
2.1.2 Taux d'intervention de l'Institut	37
<b>2.2 Taux de marché</b>	<b>37</b>
2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire	37
2.2.2 Taux de base bancaire	38
<b>2.3 Taux de l'usure</b>	<b>38</b>
2.3.1 Crédits aux particuliers	38
2.3.2 Crédits aux entreprises	38
<b>2.4 Enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit</b>	<b>39</b>
2.4.1 Coût du crédit aux particuliers	39
2.4.2 Coût du crédit aux entreprises	39

**III. Les autres activités de l'IEOM 42**

<b>3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire</b>	<b>43</b>
3.1.1 L'émission de billets en F CFP	43
3.1.2 L'émission de pièces en F CFP	44
<b>3.2 Les systèmes d'échange de valeurs</b>	<b>45</b>
<b>3.3 Le refinancement</b>	<b>46</b>
<b>3.4 La gestion des fichiers réglementaires</b>	<b>47</b>

**Annexes 50**

<b>Statistiques monétiques</b>	<b>51</b>
--------------------------------	-----------

**A**u 31 mars 2005, le total des actifs financiers de la clientèle non financière atteint 338,2 milliards de F CFP, en progression de 13,1 % sur un an, contre une progression de 10,4 % en glissement annuel au 31 mars 2004. Avec un total de 440,3 milliards de FCFP au 31 mars 2005, le total des passifs financiers augmente de 9,4 % en glissement annuel contre une augmentation de 8 % en glissement annuel au 31 mars 2004.



Au 31 mars 2005, l'ensemble des actifs financiers collectés par les établissements de crédit représente un volume de 338,2 milliards de F CFP.

Ces actifs sont détenus à 57 % par les particuliers, dont les avoirs progressent de 9,1 % sur douze mois, et à 29 % par les sociétés non financières, dont les dépôts augmentent de 31,4 % sur la même période. Cette dernière évolution s'explique toutefois par des dépôts de fonds effectués au cours du dernier trimestre de l'année 2004 par des entreprises dans le cadre d'opérations importantes.

Les actifs gérés par les institutions situées hors de la zone d'émission, majoritairement constitués de produits d'assurance-vie, représentent 24 % de l'ensemble des actifs collectés en Nouvelle-Calédonie et progressent de 18,9 % en un an.

Dans le détail :

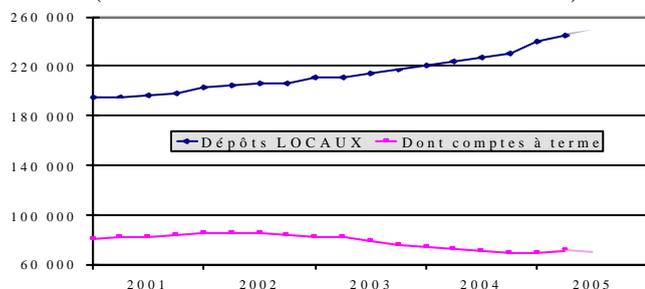
- les dépôts à vue (34 % de l'ensemble) s'affichent en hausse de 17 % par rapport à fin mars 2004. Compte tenu de la remarque supra, les sociétés non financières sont les principales bénéficiaires de cette progression (+ 38,3 % en douze mois) ;

- l'ensemble des placements liquides et à court terme (46 % de l'ensemble) qui regroupe essentiellement les dépôts à terme, les comptes sur livrets et les OPCVM monétaires progresse de 9,4 % en douze mois ;

- les produits de placements à long terme y compris les plans d'épargne-logement affichent sur la même période une hausse de 15,4 %.

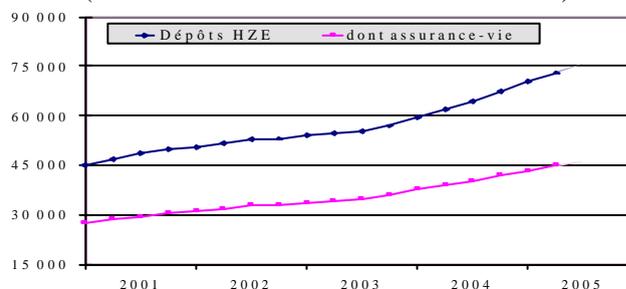
Volume des dépôts gérés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission

(série désaisonnalisée en millions de F CFP)



Volume des dépôts gérés par les établissements de crédit situés hors la zone d'émission

(série désaisonnalisée en millions de F CFP)





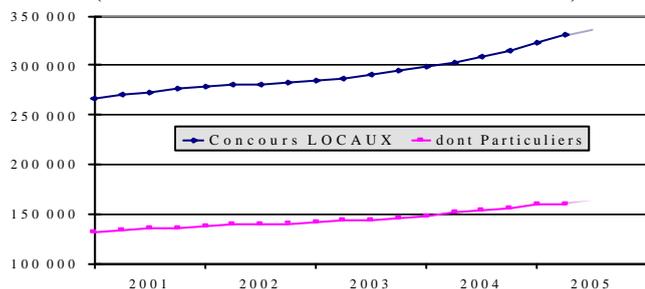
L'ensemble des passifs financiers des établissements de crédit (situés dans et hors de la zone d'émission) s'élève à 440,3 milliards de F CFP au 31 mars 2005, en augmentation de 9,4 % sur douze mois.

Les concours de caractère bancaire, qui sont principalement distribués aux particuliers et aux sociétés, sont constitués essentiellement de crédits à l'habitat (43 %), de crédits à l'équipement (26 %) et de crédits de trésorerie (15 %).

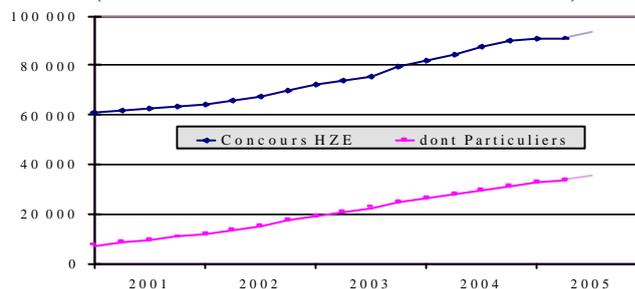
La progression de l'encours des établissements de crédit de la zone d'émission entre le 31 mars 2004 et le 31 mars 2005 (+ 11 %) résulte principalement de la demande en matière de financement d'habitat et de celle en matière d'équipement.

Dans une moindre mesure, les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission enregistrent également une progression de l'ensemble de leurs encours sur la même période (+ 3,7 % en douze mois). Ils représentent 21 % de la distribution de crédit sur le territoire. L'activité de ces derniers en Nouvelle-Calédonie est centrée sur l'octroi de crédits à l'équipement aux collectivités (37%) et sur la distribution de crédits immobiliers aux particuliers (33 %). Les crédits à l'équipement aux collectivités fléchissent légèrement sur douze mois (- 1,5 %), tandis que dans le même temps, ceux destinés à financer l'acquisition de logements par les particuliers augmentent de 12,2 %.

Encours des établissements de crédit situés dans la zone d'émission  
(série désaisonnalisée en millions de F CFP)



Encours des établissements de crédit situés hors la zone d'émission  
(série désaisonnalisée en millions de F CFP)





---

*I. L'évolution  
monétaire et  
financière*

---

# 1. L'évolution monétaire et financière

*L'examen de la situation financière de la Nouvelle-Calédonie est centré sur l'analyse des dépôts et des crédits enregistrés par l'ensemble des établissements de crédit et par l'Office des Postes et Télécommunications (OPT) pour le compte des divers agents non financiers (particuliers, entrepreneurs individuels, sociétés non financières et autres agents et clientèle diverse). Cette analyse est complétée par la présentation de la position extérieure nette du système bancaire de Nouvelle-Calédonie.*

## 1.1 - LES ACTIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

### 1.1.1 LES DEPOTS COLLECTES PAR LES ETABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE (TABLEAU I)

Au 31 mars 2005, l'ensemble des dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte s'élève à 257,8 milliards de F CFP, soit une progression de 11,4 % par rapport au 31 mars 2004 après une croissance de 7,7 % entre le 31 mars 2003 et le 31 mars 2004.

Les **dépôts à vue** représentent 115,5 milliards de FCFP au 31 mars 2005, soit 45 % du total des dépôts locaux. Ils s'affichent en nette augmentation par rapport au 31 mars 2004 (+ 17,0 % contre + 12,3 % sur les douze mois précédents). Leur taux de croissance s'explique en partie par des dépôts de fonds effectués au cours du dernier trimestre de l'année 2004 par des entreprises dans le cadre d'opérations importantes et qui ont été partiellement réaffectés au premier trimestre 2005.

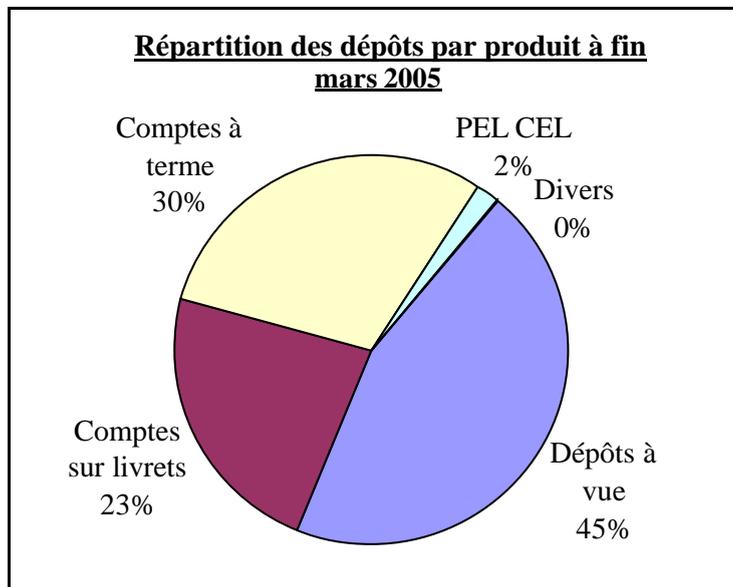
Le rythme de progression de l'encours des **comptes sur livrets** a légèrement accéléré par rapport au trimestre précédent : + 3,8 % sur le premier trimestre de l'année 2005 après + 3,5 % sur le dernier trimestre de l'année 2004. Sur douze mois, la hausse de l'encours des **comptes sur livrets** s'établit à 11,0 %, inférieure à celle observée entre le 31 mars 2003 et le 31 mars 2004 (+ 23,6 %).

Les **dépôts à terme** affichent un rythme de progression annuel devenu positif depuis 3 trimestres à 3,1 % au 31 mars 2005, contre un recul marqué de 8,0 % entre le 31 mars 2003 et le 31 mars 2004.

A fin mars 2005, 1 961 **comptes d'épargne-logement** sont ouverts pour un montant total collecté de 713 millions de FCFP. Le nombre de **plans d'épargne-logement** est plus élevé puisqu'à la même date, 7 430 PEL sont ouverts pour un encours global de 4,8 milliards de FCFP. Cette catégorie de produit a vu son encours progresser de 28 % sur les douze derniers mois.

TABLEAU I  
**Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte**

en millions de F CFP	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/03/2005	variations en pourcentage		
	m-12	m-9	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-9	m / m-3
<b>Dépôts à vue</b>	<b>98 737</b>	<b>103 190</b>	<b>104 188</b>	<b>133 908</b>	<b>115 547</b>	<b>17,0%</b>	<b>12,0%</b>	<b>-13,7%</b>
dont banques locales	92 852	97 125	97 917	127 843	109 114	17,5%	12,3%	-14,7%
dont OPT	5 885	6 065	6 271	6 065	6 433	9,3%	6,1%	6,1%
<b>Comptes sur livrets</b>	<b>53 211</b>	<b>54 884</b>	<b>54 951</b>	<b>56 878</b>	<b>59 057</b>	<b>11,0%</b>	<b>7,6%</b>	<b>3,8%</b>
dont banques locales	48 965	50 696	50 615	52 460	54 487	11,3%	7,5%	3,9%
dont OPT	4 246	4 188	4 336	4 418	4 570	7,6%	9,1%	3,4%
<b>Comptes épargne-logement</b>	<b>595</b>	<b>631</b>	<b>694</b>	<b>714</b>	<b>713</b>	<b>19,8%</b>	<b>13,0%</b>	<b>- 0,1%</b>
dont banques locales	595	631	694	714	713	19,8%	13,0%	- 0,1%
dont OPT	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres placements liquides et à court terme</b>	<b>75 055</b>	<b>70 946</b>	<b>72 360</b>	<b>71 325</b>	<b>77 611</b>	<b>3,4%</b>	<b>9,4%</b>	<b>8,8%</b>
Dépôts à terme	73 849	69 691	70 980	69 907	76 162	3,1%	9,3%	8,9%
Divers	1 206	1 255	1 380	1 418	1 449	20,1%	15,5%	2,2%
dont banques locales	75 055	70 946	72 360	71 325	77 611	3,4%	9,4%	8,8%
dont OPT	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3</b>	<b>227 598</b>	<b>229 651</b>	<b>232 193</b>	<b>262 825</b>	<b>252 928</b>	<b>11,1%</b>	<b>10,1%</b>	<b>- 3,8%</b>
dont banques locales	217 467	219 398	221 586	252 342	241 925	11,2%	10,3%	- 4,1%
<b>Placements d'épargne à long terme collectés par les banques locales</b>	<b>3 800</b>	<b>4 019</b>	<b>4 255</b>	<b>4 601</b>	<b>4 858</b>	<b>27,8%</b>	<b>20,9%</b>	<b>5,6%</b>
Plans d'épargne logement	3 768	3 982	4 219	4 566	4 823	28,0%	21,1%	5,6%
Autres placements d'épargne à long terme	32	37	36	35	35	9,4%	- 5,4%	-
<b>TOTAL DES DEPOTS LOCAUX</b>	<b>231 398</b>	<b>233 670</b>	<b>236 448</b>	<b>267 426</b>	<b>257 786</b>	<b>11,4%</b>	<b>10,3%</b>	<b>- 3,6%</b>
dont banques locales	221 267	223 417	225 841	256 943	246 783	11,5%	10,5%	- 4,0%
dont OPT	10 131	10 253	10 607	10 483	11 003	8,6%	7,3%	5,0%



**Avertissement** : les encours d'assurance-vie collectés par les sociétés d'assurance qui ne sont pas filiales des établissements de crédit de la place ne font pas l'objet de déclarations auprès de l'IEOM. De ce fait, l'encours présenté ci-dessous ne peut-être exhaustif.

## 1.1.2 L'ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTÉRIEURES (TABLEAU II)

L'ensemble des produits d'épargne collectés localement pour le compte d'institutions extérieures représente un volume de 80,4 milliards de FCFP au 31 mars 2005. Leur rythme annuel de croissance demeure soutenu avec une hausse de 18,9 % sur les douze derniers mois après une hausse de 21,0 % entre le 31 mars 2003 et le 31 mars 2004.

### Placements liquides ou à court terme (uniquement des OPCVM monétaires sur le territoire)

Les **OPCVM monétaires** connaissent habituellement un rythme de croissance irrégulier mais soutenu. Leur progression sur les douze derniers mois atteint 34,8 %. Ils représentent ainsi 19,4 milliards de FCFP au 31 mars 2005, soit 24 % de l'épargne collectée localement et gérée par les institutions extérieures (21 % fin mars 2004).

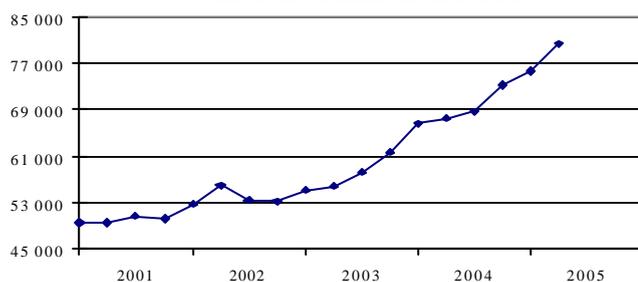
### Placements d'épargne à long terme

Le volume de l'ensemble des placements d'épargne à long terme progresse de 14,5 % par rapport au 31 mars 2004 pour atteindre 61,0 milliards de FCFP à fin mars 2005 (contre 16,3 % entre le 31 mars 2003 et le 31 mars 2004).

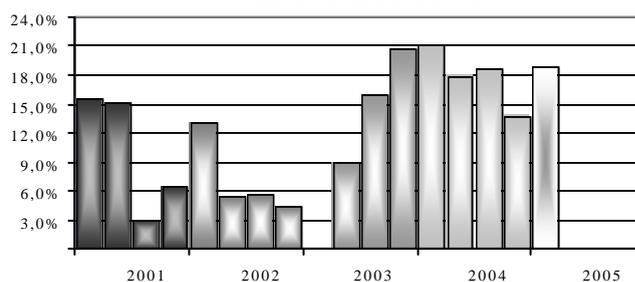
80 % des placements d'épargne à long terme sont constitués des **produits d'assurance-vie**. Leur encours a augmenté de 17,7 % en douze mois pour s'établir à 48,8 milliards de FCFP fin mars 2005. Les **OPCVM non monétaires**, qui représentent 13 % des placements d'épargne à long terme, voient leur encours augmenter de 0,9 % sur la période. Les placements en actions et obligations représentent respectivement 5 % et 2 % de l'ensemble des placements d'épargne à long terme au 31 mars 2005. Les placements **actions** progressent de 15,9 % entre le 31 mars 2004 et le 31 mars 2005. Dans le même temps, les **obligations** affichent un volume de placement en recul de 4,8 %.

### L'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

Encours en millions de FCFP



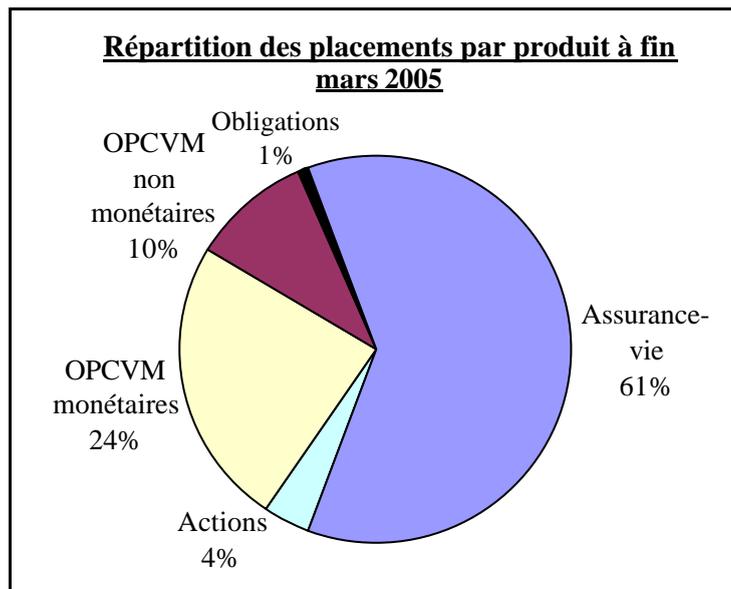
Variations annuelles en %



# 1. L'évolution monétaire et financière

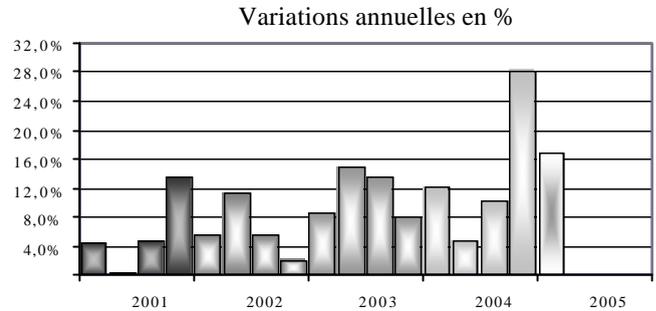
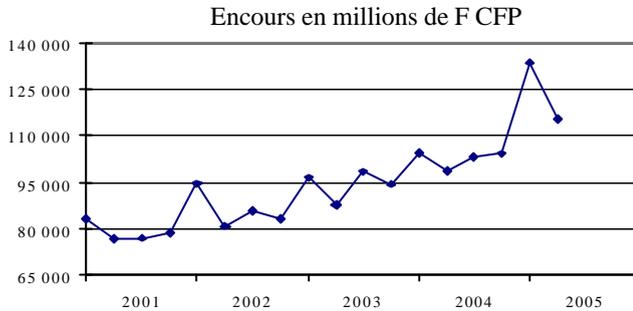
TABLEAU II  
**Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (hors zone d'émission)**

en millions de F CFP	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/03/2005	variations en pourcentage		
	m-12	m-9	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-9	m / m-3
<b>Placements liquides et à court terme</b>	<b>14 389</b>	<b>13 650</b>	<b>16 914</b>	<b>17 119</b>	<b>19 401</b>	<b>34,8%</b>	<b>42,1%</b>	<b>13,3%</b>
OPCVM monétaires	14 389	13 650	16 914	17 119	19 401	34,8%	42,1%	13,3%
<b>Placements d'épargne à long terme</b>	<b>53 242</b>	<b>55 079</b>	<b>56 331</b>	<b>58 637</b>	<b>60 987</b>	<b>14,5%</b>	<b>10,7%</b>	<b>4,0%</b>
Actions	2 580	2 606	2 667	2 826	2 989	15,9%	14,7%	5,8%
Obligations	1 531	1 402	1 440	1 398	1 457	- 4,8%	3,9%	4,2%
OPCVM non monétaires	7 677	8 058	7 952	7 417	7 749	0,9%	- 3,8%	4,5%
Assurances-vie	41 454	43 013	44 272	46 996	48 792	17,7%	13,4%	3,8%
<b>TOTAL DE L'EPARGNE GEREE HZE</b>	<b>67 631</b>	<b>68 729</b>	<b>73 245</b>	<b>75 756</b>	<b>80 388</b>	<b>18,9%</b>	<b>17,0%</b>	<b>6,1%</b>

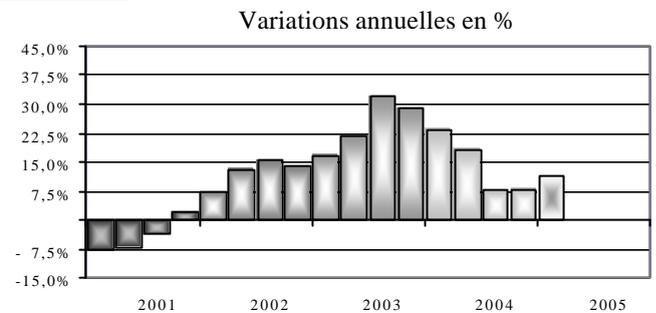
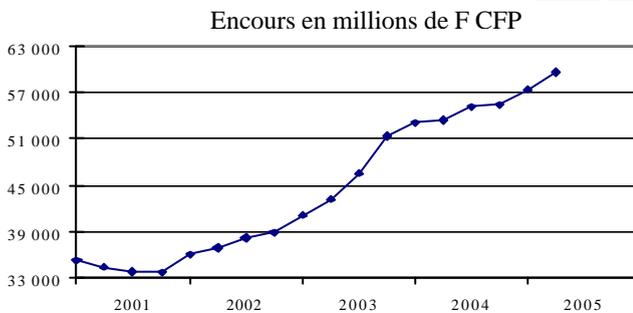


## L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS

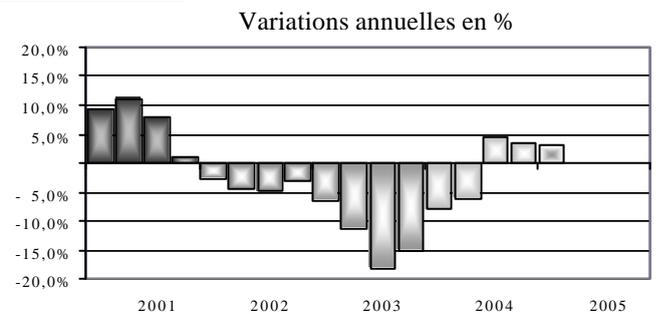
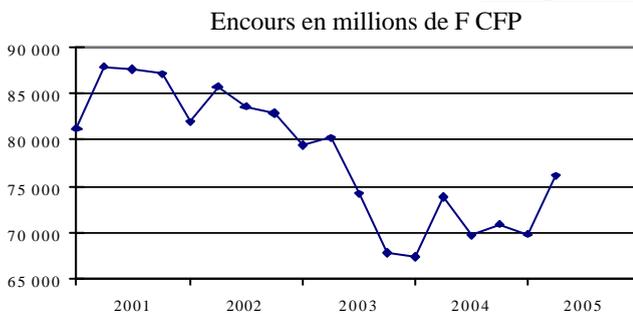
### Dépôts à vue



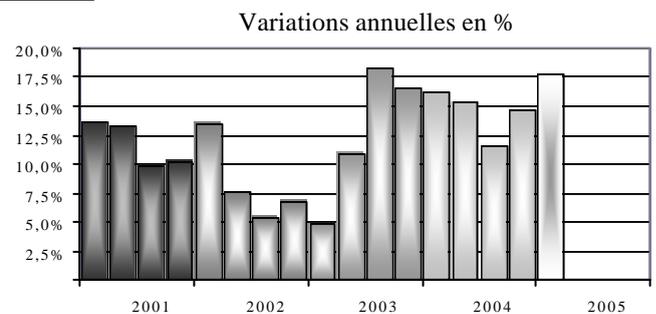
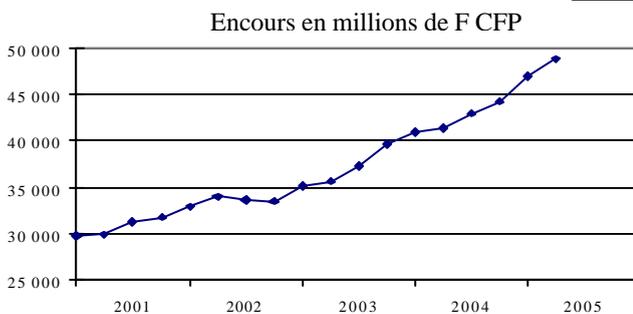
### Comptes sur livrets

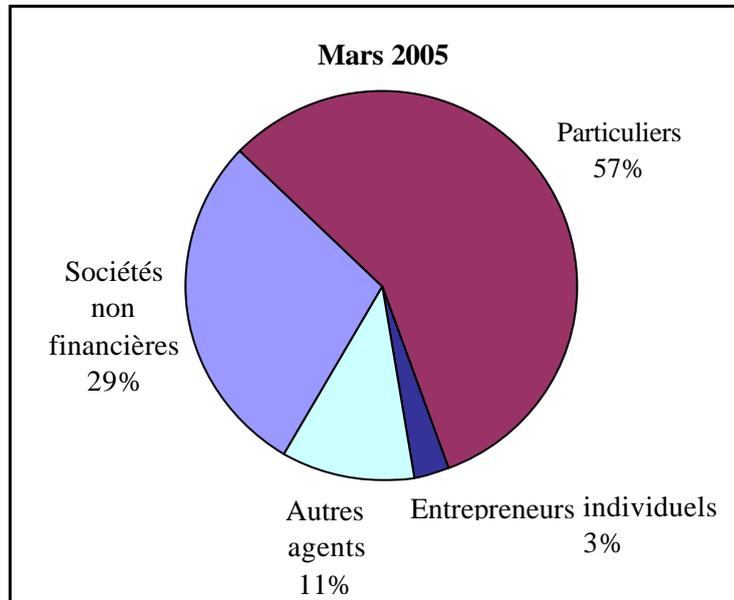
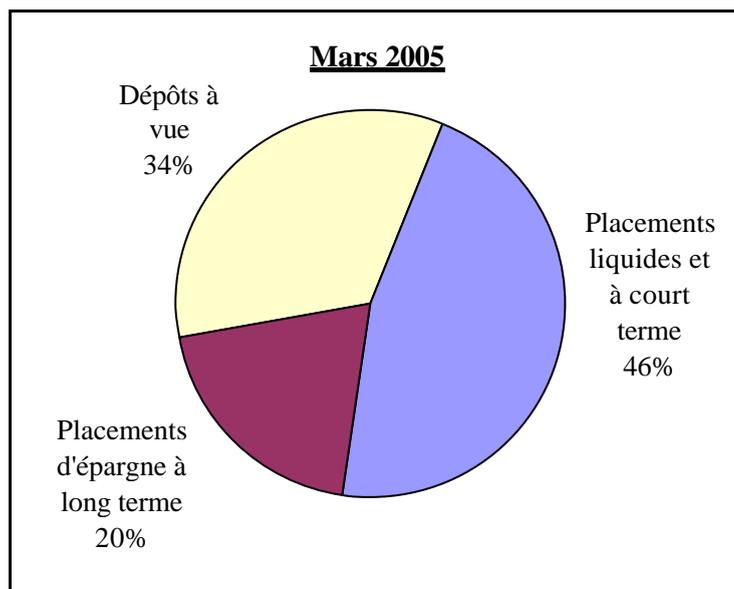


### Comptes créditeurs à terme



### Assurance-vie



**REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS PAR AGENTS ÉCONOMIQUES****REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS PAR CATÉGORIE DE PRODUITS**

## 1.1.3 LES ACTIFS FINANCIERS PAR AGENTS ECONOMIQUES (TABLEAU III et III bis)

### Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte

La répartition des dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte indique une part prépondérante des particuliers (47 % du total), devant les sociétés financières (34 % des dépôts locaux) et les autres agents résidents (administrations publiques et privées et sociétés d'assurance et de capitalisation 13 % du total). Les entrepreneurs individuels et les agents non-résidents détiennent respectivement 4 % et 1 % des dépôts locaux.

### Epargne collectée par les établissements de crédit locaux et gérée par des institutions extérieures

Ce type d'épargne est détenu à 89 % par les particuliers (essentiellement sous la forme d'assurance-vie). Les sociétés non financières en possèdent, pour leur part, 10 % (principalement en titres d'OPCVM monétaires).

TABLEAU III  
Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte  
*Répartition par agents économiques*

en millions de F CFP	31/03/2004		30/06/2004		31/12/2004		31/03/2005		variations en % m/m-12
	m-12	%	m-9	%	m-3	%	m	%	
<b>Dépôts à vue</b>	<b>98 737</b>		<b>103 190</b>		<b>133 908</b>		<b>115 547</b>		<b>17,0%</b>
Sociétés non financières	36 433	37%	39 885	39%	62 692	47%	50 396	44%	38,3%
Entrepreneurs individuels	7 857	8%	7 866	8%	11 914	9%	7 555	7%	- 3,8%
Particuliers	41 237	42%	41 835	41%	44 256	33%	43 663	38%	5,9%
Autres agents résidents	12 376	13%	12 743	12%	13 798	10%	12 486	11%	0,9%
Non résidents	834	1%	861	1%	1 248	1%	1 447	1%	73,5%
<b>Autres dépôts</b>	<b>132 661</b>		<b>130 480</b>		<b>133 518</b>		<b>142 239</b>		<b>7,2%</b>
Sociétés non financières	33 347	25%	30 985	24%	30 859	23%	38 241	27%	14,7%
Entrepreneurs individuels	2 774	2%	2 656	2%	2 484	2%	2 416	2%	-12,9%
Particuliers	72 435	55%	73 786	57%	76 029	57%	78 276	55%	8,1%
Autres agents résidents	21 694	16%	21 503	16%	22 387	17%	21 583	15%	- 0,5%
Non résidents	2 411	2%	1 550	1%	1 759	1%	1 723	1%	-28,5%
<b>TOTAL DES DEPOTS LOCAUX</b>	<b>231 398</b>		<b>233 670</b>		<b>267 426</b>		<b>257 786</b>		<b>11,4%</b>
Sociétés non financières	69 780	30%	70 870	30%	93 551	35%	88 637	34%	27,0%
Entrepreneurs individuels	10 631	5%	10 522	5%	14 398	5%	9 971	4%	- 6,2%
Particuliers	113 672	49%	115 621	49%	120 285	45%	121 939	47%	7,3%
Autres agents résidents	34 070	15%	34 246	15%	36 185	14%	34 069	13%	- 0,0%
Non résidents	3 245	1%	2 411	1%	3 007	1%	3 170	1%	- 2,3%

Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures  
*Répartition par agent économique*

en millions de F CFP	31/03/2004		30/06/2004		31/12/2004		31/03/2005		variations en % m/m-12
	m-12	%	m-9	%	m-3	%	m	%	
<b>TOTAL</b>	<b>67 631</b>		<b>68 729</b>		<b>75 756</b>		<b>80 388</b>		<b>18,9%</b>
Sociétés non financières	3 709	5%	4 327	6%	7 661	10%	7 891	10%	112,8%
Entrepreneurs individuels	142	n.s.	134	n.s.	150	n.s.	403	1%	183,8%
Particuliers	63 567	94%	64 051	93%	67 525	89%	71 362	89%	12,3%
Autres agents résidents	213	n.s.	217	n.s.	420	1%	732	1%	243,7%
Non résidents	-	n.s.	-	n.s.	-	n.s.	-	n.s.	-

# 1. L'évolution monétaire et financière

La répartition par agent économique de l'ensemble des actifs financiers collectés sur le territoire (hors compagnies d'assurance-vie) montre que les particuliers demeurent les déposants les plus importants concentrant 57 % du total des dépôts, devant les sociétés financières qui en possèdent 29 % et les autres agents (résidents et non résidents) qui totalisent 11 % de l'ensemble. Les entrepreneurs individuels détiennent, pour leur part, 3 % du total des dépôts.

L'ensemble des actifs financiers détenus par les **particuliers** progresse de 9,1 % entre le 31 mars 2004 et le 31 mars 2005. Ils sont constitués pour les trois-quarts (77 %) de produits de placements. A noter que leurs avoirs en produits d'assurance-vie ont fortement progressé sur les douze derniers mois (+ 17,7 %).

L'ensemble des dépôts des **sociétés non financières** augmente de 31,4 % en glissement annuel. Ceux-ci sont principalement détenus sous la forme de dépôts à vue<sup>1</sup> (52 %), le solde étant majoritairement investi dans des comptes à terme (39 %).

Les **entrepreneurs individuels** voient leurs actifs financiers se contracter de 3,7 % entre le 31 mars 2004 et le 31 mars 2005. Ceux-ci sont détenus dans leur grande majorité sous la forme de dépôts à vue (73 %). Les entrepreneurs individuels effectuent la majorité de leurs placements en comptes sur livrets (52 % de leur épargne).

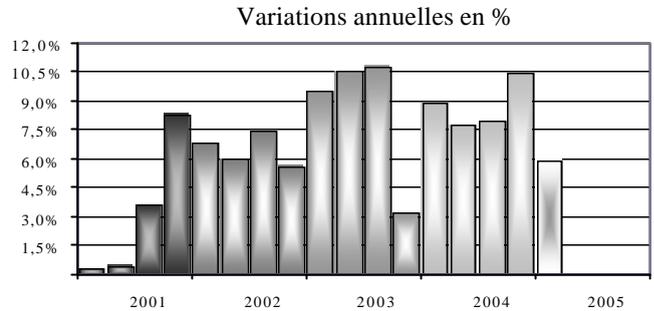
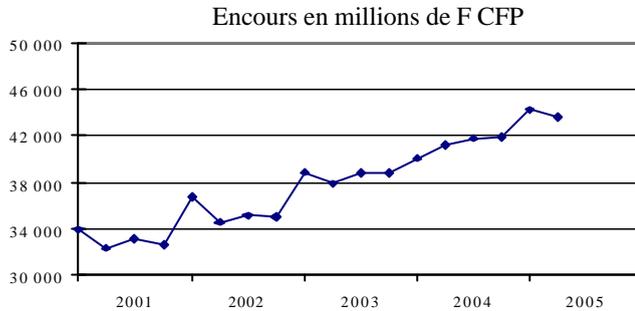
TABLEAU III bis  
**Ensemble des dépôts collectés**  
**Répartition par agent économique**

en millions de F CFP	31/03/2004		30/06/2004		31/12/2004		31/03/2005		variations en %
	m-12	%	m-9	%	m-3	%	m	%	m/m-12
<b>Particuliers</b>	<b>177 239</b>	<b>59%</b>	<b>179 672</b>	<b>59%</b>	<b>187 810</b>	<b>55%</b>	<b>193 301</b>	<b>57%</b>	<b>9,1%</b>
Dépôts à vue	41 237	23%	41 835	23%	44 256	24%	43 663	23%	5,9%
Placements liquides et à court terme	80 268	45%	80 378	45%	82 053	44%	85 714	44%	6,8%
<i>dont comptes sur livrets</i>	49 336	61%	50 877	63%	52 952	65%	54 863	64%	11,2%
Placements d'épargne à long terme	55 734	31%	57 459	32%	61 501	33%	63 924	33%	14,7%
<i>dont assurance-vie</i>	41 454	74%	43 013	75%	46 996	76%	48 792	76%	17,7%
<b>Sociétés non financières</b>	<b>73 489</b>	<b>25%</b>	<b>75 197</b>	<b>25%</b>	<b>101 212</b>	<b>29%</b>	<b>96 528</b>	<b>29%</b>	<b>31,4%</b>
Dépôts à vue	36 433	50%	39 885	53%	62 692	62%	50 396	52%	38,3%
Placements liquides et à court terme	35 891	49%	33 808	45%	36 961	37%	44 642	46%	24,4%
<i>dont comptes à terme</i>	32 945	92%	30 714	91%	30 219	82%	37 558	84%	14,0%
Placements d'épargne à long terme	1 165	2%	1 504	2%	1 559	2%	1 490	2%	27,9%
<i>dont OPCVM non-monétaires</i>	1 128	97%	1 469	98%	1 505	97%	1 456	98%	29,1%
<b>Entrepreneurs individuels</b>	<b>10 773</b>	<b>4%</b>	<b>10 656</b>	<b>4%</b>	<b>14 548</b>	<b>4%</b>	<b>10 374</b>	<b>3%</b>	<b>- 3,7%</b>
Dépôts à vue	7 857	73%	7 866	74%	11 914	82%	7 555	73%	- 3,8%
Placements liquides et à court terme	2 794	26%	2 676	25%	2 467	17%	2 395	23%	-14,3%
<i>dont comptes sur livrets</i>	1 595	57%	1 653	62%	1 460	59%	1 462	61%	- 8,3%
Placements d'épargne à long terme	122	1%	114	1%	167	1%	424	4%	247,5%
<i>dont OPCVM non-monétaires</i>	73	60%	64	56%	106	63%	358	84%	390,4%
<b>Autres agents</b>	<b>37 528</b>	<b>12%</b>	<b>36 874</b>	<b>12%</b>	<b>39 612</b>	<b>12%</b>	<b>37 971</b>	<b>11%</b>	<b>1,2%</b>
Dépôts à vue	13 210	35%	13 604	37%	15 046	38%	13 933	37%	5,5%
Placements liquides et à court terme	24 297	65%	23 249	63%	24 555	62%	24 031	63%	- 1,1%
<i>dont comptes à terme</i>	21 985	90%	20 638	89%	21 768	89%	20 667	86%	- 6,0%
Placements d'épargne à long terme	21	n.s.	21	n.s.	11	n.s.	7	n.s.	-66,7%
<i>dont OPCVM non-monétaires</i>	17	81%	21	100%	11	100%	7	100%	-58,8%
<b>TOTAL</b>	<b>299 029</b>	<b>100%</b>	<b>302 399</b>	<b>100%</b>	<b>343 182</b>	<b>100%</b>	<b>338 174</b>	<b>100%</b>	<b>13,1%</b>
Dépôts à vue	98 737	33%	103 190	34%	133 908	39%	115 547	34%	17,0%
Placements liquides et à court terme	143 250	48%	140 111	46%	146 036	43%	156 782	46%	9,4%
<i>dont comptes à terme</i>	73 849	52%	69 691	50%	69 907	48%	76 162	49%	3,1%
Placements d'épargne à long terme	57 042	19%	59 098	20%	63 238	18%	65 845	19%	15,4%
<i>dont assurance-vie</i>	41 454	73%	43 013	73%	46 996	74%	48 792	74%	17,7%

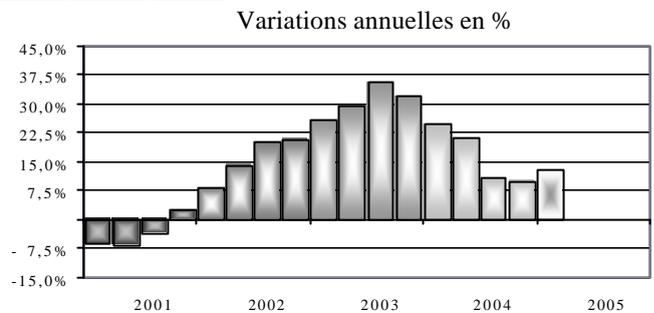
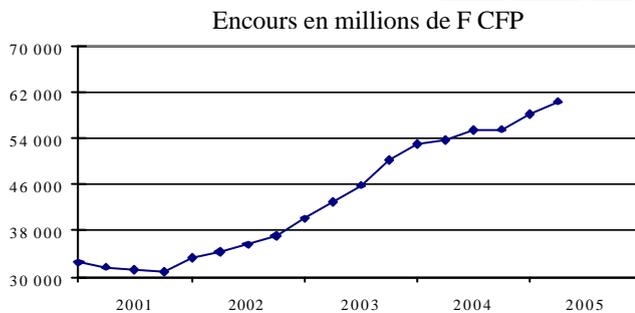
<sup>1</sup> Cf. page 7, point 1.1.1 - Les dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte

## LES ACTIFS FINANCIERS DES PARTICULIERS

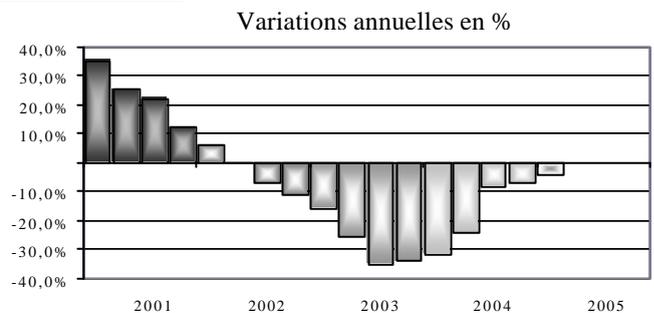
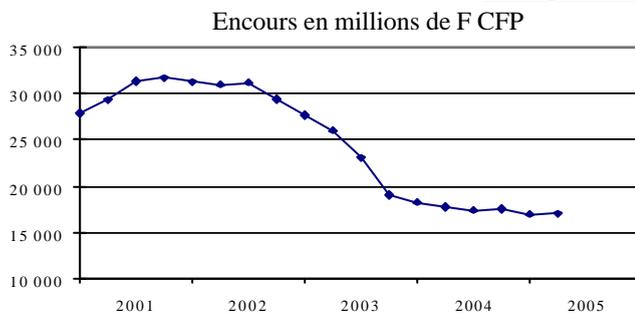
### Dépôts à vue



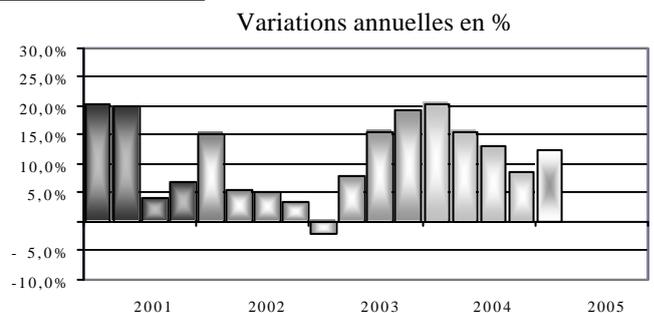
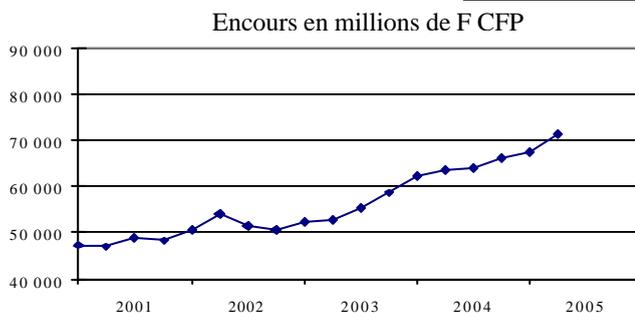
### Comptes épargne à régime spécial



### Comptes créditeurs à terme

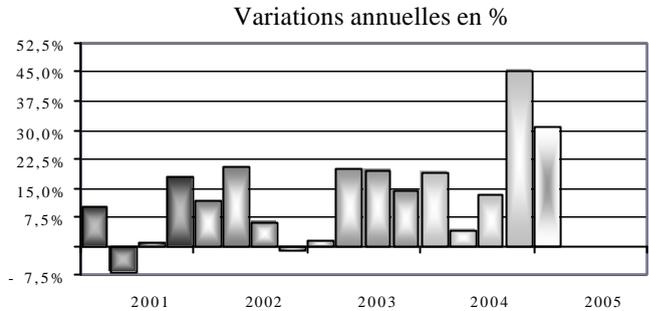
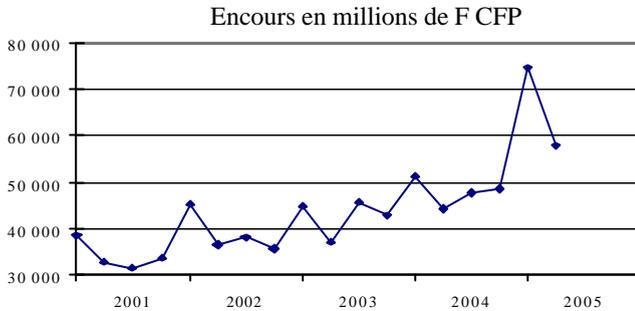


### Ensemble des placements HZE

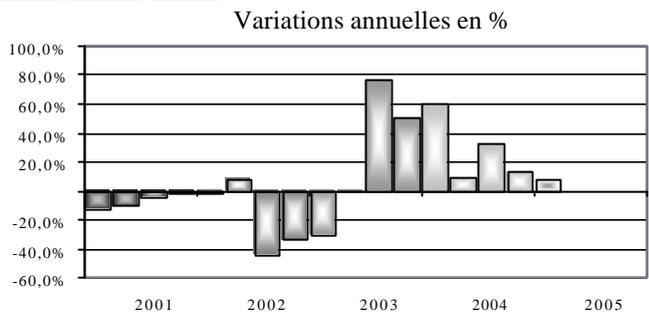
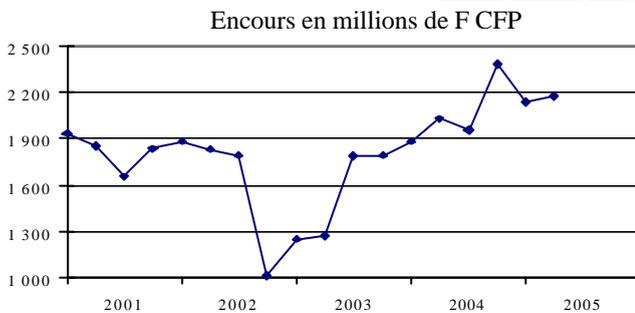


## LES ACTIFS FINANCIERS DES ENTREPRISES (sociétés financières et entrepreneurs individuels)

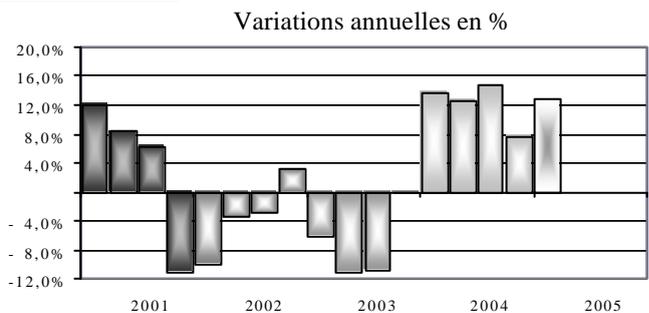
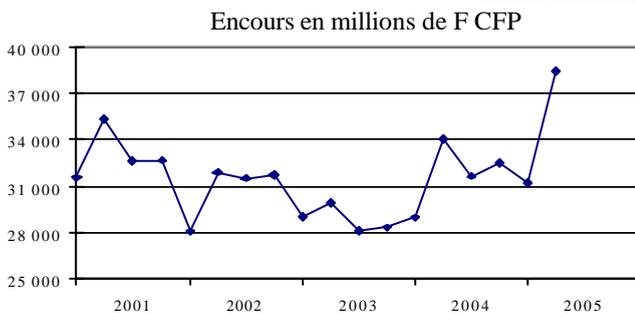
### Dépôts à vue



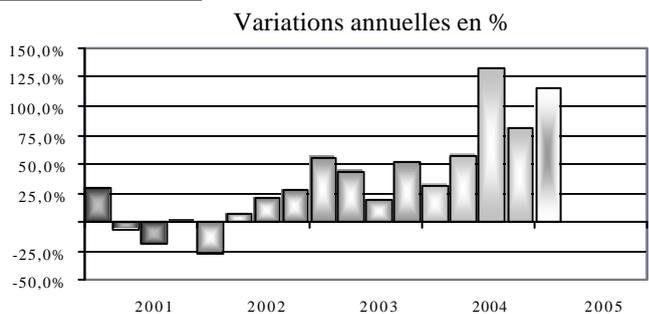
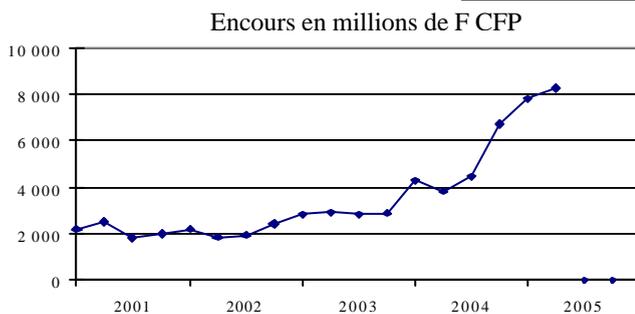
### Comptes épargne à régime spécial



### Comptes créditeurs à terme



### Ensemble des placements HZE



## 1.2 - LES PASSIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

Cette partie analyse l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés situés, d'une part dans la zone d'émission, d'autre part hors de la zone d'émission.

### 1.2.1 L'ENSEMBLE DES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDES SUR LA PLACE

*Nota : La lettre d'information BAFI n°2003.01 du Secrétariat Général de la Commission Bancaire impose désormais aux établissements de crédit de reclasser en non résidents les crédits octroyés à des bénéficiaires métropolitains (auparavant classés en résidents dans les différentes catégories d'agents économiques). Son application progressive sur la place induit une hausse significative de la rubrique « non résidents » tandis, qu'en parallèle, les autres catégories d'agents économiques sont impactées à la baisse. De plus, un établissement de la zone a procédé fin 2004 à des reclassements comptables entre les principales catégories de crédit (trésorerie, équipement, habitat). Dans ces conditions, l'analyse de l'évolution des concours accordés sur la place par catégorie d'agent économique d'une part et par catégorie de crédit d'autre part est rendue délicate.*

L'encours des concours de caractère bancaire octroyés sur la place s'élève à 440,3 milliards de FCFP au 31 mars 2005 dont 21 % ont été accordés par des établissements situés hors zone d'émission. Son rythme de progression s'établit à 9,4 % sur les douze derniers mois contre 8,0 % entre le 31 mars 2003 et le 31 mars 2004. Cet encours se répartit principalement entre les concours à l'habitat (43 %), les crédits à l'équipement (26 %) et les crédits de trésorerie (15 %).

Dans le prolongement de la tendance observée depuis quelques mois, le rythme de croissance annuel des **crédits à l'habitat** (hors reclassement) reste soutenu avec un taux de croissance supérieur à 10% à fin mars 2005. L'encours global représente ainsi 187,8 milliards de FCFP à fin mars 2005 dont 20 % proviennent des établissements situés hors zone d'émission.

Les **crédits à l'équipement** atteignent pour leur part 114,9 milliards de FCFP au 31 mars 2005, dont 42 % proviennent des établissements de crédit situés hors de la zone d'émission. A fin mars 2005, leur progression sur douze mois (hors reclassement) est légèrement inférieure à celle observée sur les douze mois de la période précédente (+ 10,2 % entre le 31 mars 2003 et le 31 mars 2004).

Le rythme annuel de progression des encours des **crédits de trésorerie** (hors reclassement) au 31 mars 2005 fléchit de moitié par rapport à la progression observée entre le 31 mars 2003 et le 31 mars 2004 (6 %). L'encours global s'élève à 66,3 milliards de FCFP à fin mars 2005, dont 7 % proviennent des établissements de crédit situés hors zone d'émission.

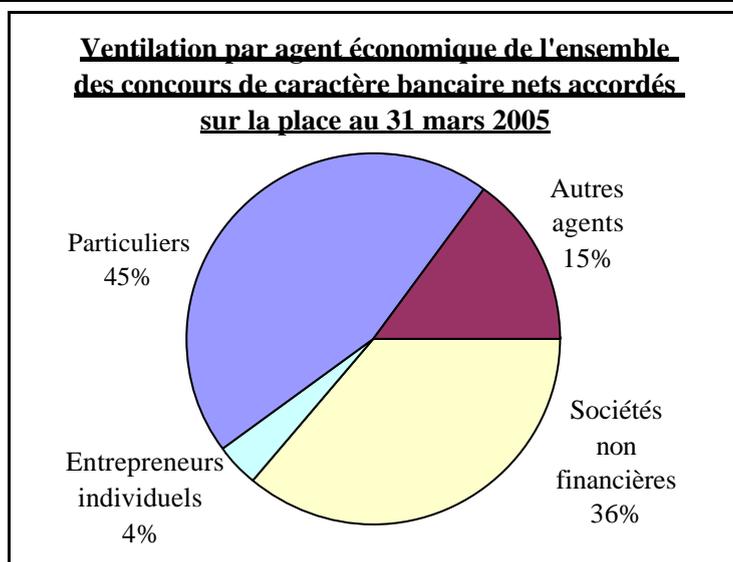


TABLEAU IV + V  
**Concours de caractère bancaire**  
*(toutes zones d'émission confondues)*

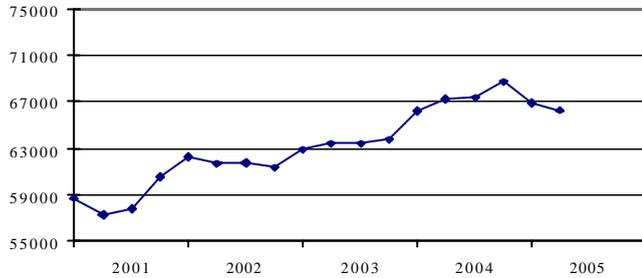
	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/03/2005	variations en pourcentage		
en millions de F CFP	m-12	m-9	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-9	m / m-3
<b>Crédit-bail</b>	<b>16 662</b>	<b>17 495</b>	<b>17 863</b>	<b>18 697</b>	<b>19 541</b>	<b>17,3%</b>	<b>11,7%</b>	<b>4,5%</b>
Sociétés non financières	6 546	6 433	6 505	6 727	6 810	4,0%	5,9%	1,2%
Entrepreneurs individuels	1 805	1 900	2 023	2 238	2 324	28,8%	22,3%	3,8%
Particuliers	8 285	9 138	9 316	9 707	10 377	25,3%	13,6%	6,9%
Autres agents résidents & non résidents (1)	26	24	19	25	30	15,4%	25,0%	20,0%
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>67 243</b>	<b>67 349</b>	<b>68 731</b>	<b>66 900</b>	<b>66 312</b>	<b>- 1,4%</b>	<b>- 1,5%</b>	<b>- 0,9%</b>
Sociétés non financières	26 230	26 076	26 486	25 490	25 363	- 3,3%	- 2,7%	- 0,5%
Entrepreneurs individuels	2 333	2 236	2 297	1 870	1 752	-24,9%	-21,6%	- 6,3%
Particuliers	37 123	36 736	37 265	37 978	37 115	- 0,0%	1,0%	- 2,3%
Autres agents résidents & non résidents (1)	1 557	2 301	2 683	1 562	2 082	33,7%	- 9,5%	33,3%
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>107 096</b>	<b>109 823</b>	<b>111 922</b>	<b>113 792</b>	<b>114 850</b>	<b>7,2%</b>	<b>4,6%</b>	<b>0,9%</b>
Sociétés non financières	64 490	65 586	66 916	69 100	68 118	5,6%	3,9%	- 1,4%
Entrepreneurs individuels	5 504	6 110	5 491	6 069	5 989	8,8%	- 2,0%	- 1,3%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents & non résidents (1)	37 102	38 128	39 516	38 623	40 743	9,8%	6,9%	5,5%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>162 766</b>	<b>166 422</b>	<b>171 348</b>	<b>184 979</b>	<b>187 751</b>	<b>15,4%</b>	<b>12,8%</b>	<b>1,5%</b>
Sociétés non financières	18 225	18 329	19 013	23 063	23 668	29,9%	29,1%	2,6%
Entrepreneurs individuels	6 089	6 247	5 978	5 807	5 784	- 5,0%	- 7,4%	- 0,4%
Particuliers	136 537	138 410	139 282	148 097	142 631	4,5%	3,0%	- 3,7%
Autres agents résidents & non résidents (1)	1 914	3 436	7 075	8 012	15 668	718,4%	356,0%	95,6%
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>22 900</b>	<b>22 397</b>	<b>23 062</b>	<b>25 878</b>	<b>26 232</b>	<b>14,6%</b>	<b>17,1%</b>	<b>1,4%</b>
Sociétés non financières	19 271	18 639	19 160	21 094	22 353	16,0%	19,9%	6,0%
Entrepreneurs individuels	963	964	864	641	822	-14,6%	-14,7%	28,2%
Particuliers	2 121	2 045	2 265	2 120	2 289	7,9%	11,9%	8,0%
Autres agents résidents & non résidents (1)	545	749	773	2 023	768	40,9%	2,5%	-62,0%
<b>Autres crédits</b>	<b>9 295</b>	<b>9 641</b>	<b>9 015</b>	<b>10 855</b>	<b>9 337</b>	<b>0,4%</b>	<b>- 3,2%</b>	<b>-14,0%</b>
Sociétés non financières	4 721	4 911	3 990	4 799	4 418	- 6,4%	-10,0%	- 7,9%
Entrepreneurs individuels	312	307	315	371	363	16,3%	18,2%	- 2,2%
Particuliers	483	442	823	750	780	61,5%	76,5%	4,0%
Autres agents résidents & non résidents (1)	3 779	3 981	3 886	4 935	3 776	- 0,1%	- 5,2%	-23,5%
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>5 801</b>	<b>6 359</b>	<b>6 463</b>	<b>5 843</b>	<b>5 810</b>	<b>0,2%</b>	<b>- 8,6%</b>	<b>- 0,6%</b>
Sociétés non financières	2 995	3 366	3 569	3 194	3 031	1,2%	-10,0%	- 5,1%
Entrepreneurs individuels	843	891	846	785	799	- 5,2%	-10,3%	1,8%
Particuliers	1 665	1 772	1 709	1 491	1 490	-10,5%	-15,9%	- 0,1%
Autres agents résidents & non résidents (1)	298	330	339	373	490	64,3%	48,5%	31,4%
<b>TOTAL NET</b>	<b>391 763</b>	<b>399 486</b>	<b>408 403</b>	<b>426 944</b>	<b>429 833</b>	<b>9,7%</b>	<b>7,6%</b>	<b>0,7%</b>
Sociétés non financières	142 478	143 339	145 639	153 467	153 761	7,9%	7,3%	0,2%
Entrepreneurs individuels	17 849	18 655	17 814	17 781	17 833	- 0,1%	- 4,4%	0,3%
Particuliers	186 214	188 543	190 660	200 143	194 682	4,5%	3,3%	- 2,7%
Autres agents résidents & non résidents (1)	45 222	48 949	54 290	55 553	63 557	40,5%	29,8%	14,4%
<b>Provisions non ventilées</b>	<b>10 631</b>	<b>10 539</b>	<b>10 653</b>	<b>10 460</b>	<b>10 503</b>	<b>- 1,2%</b>	<b>- 0,3%</b>	<b>0,4%</b>
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>402 394</b>	<b>410 025</b>	<b>419 056</b>	<b>437 404</b>	<b>440 336</b>	<b>9,4%</b>	<b>7,4%</b>	<b>0,7%</b>

(1) L'évolution du poste "Non résident" résulte de l'application de la lettre d'information BAFI n°2003.01 du Secrétariat Général de la Commission Bancaire qui reclasse notamment en non résidents les crédits octroyés à des bénéficiaires métropolitains (auparavant classés en résidents)

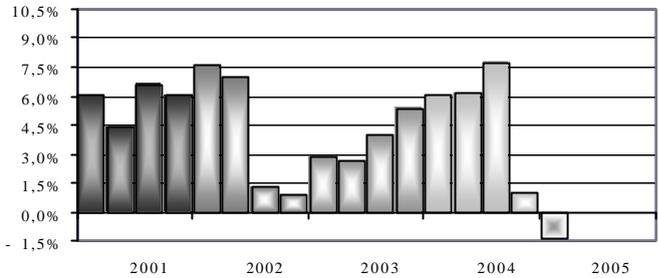
## LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS SUR LA PLACE

### Crédits de trésorerie

Encours en millions de F CFP

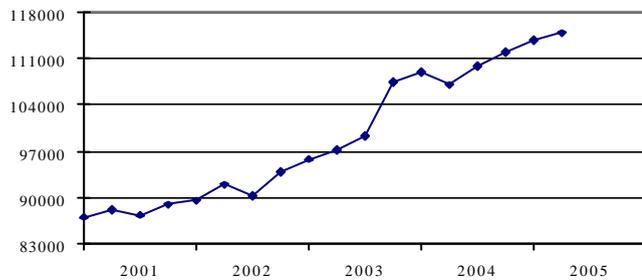


Variations annuelles en %

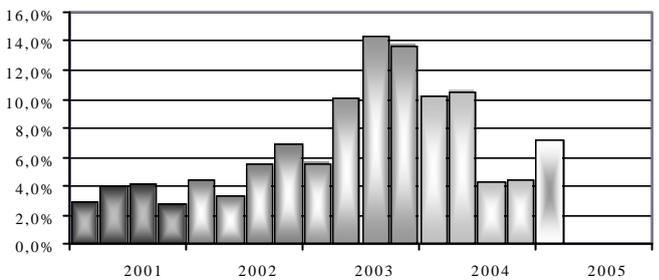


### Crédits à l'équipement

Encours en millions de F CFP

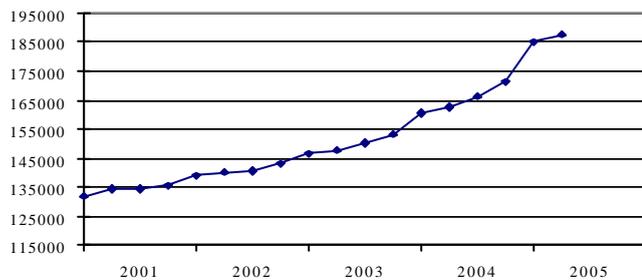


Variations annuelles en %

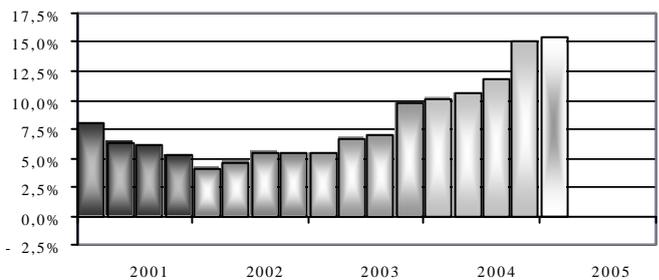


### Crédits à l'habitat

Encours en millions de F CFP

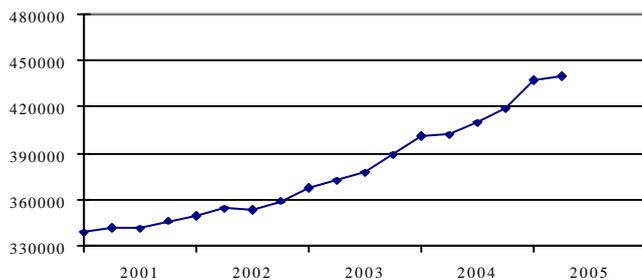


Variations annuelles en %

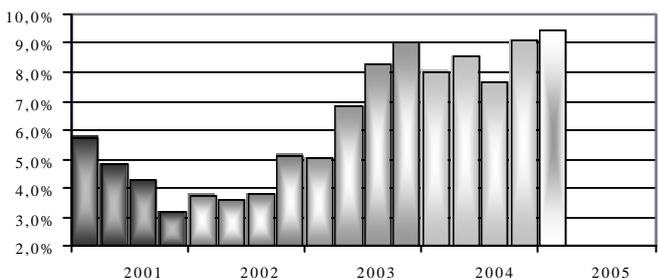


### Ensemble des crédits

Encours en millions de F CFP

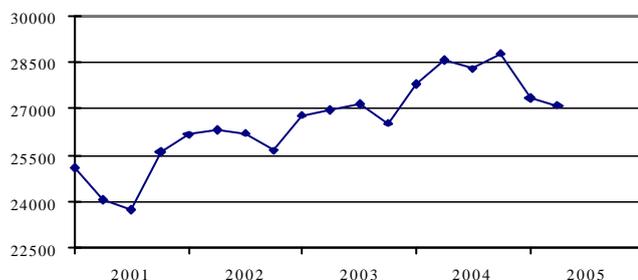


Variations annuelles en %

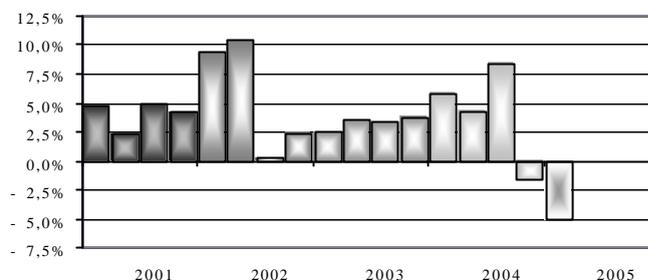


**LES PRINCIPALES CATEGORIES DES CONCOURS ACCORDÉES SUR LA PLACE****Crédits de trésorerie accordés aux entreprises**  
(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

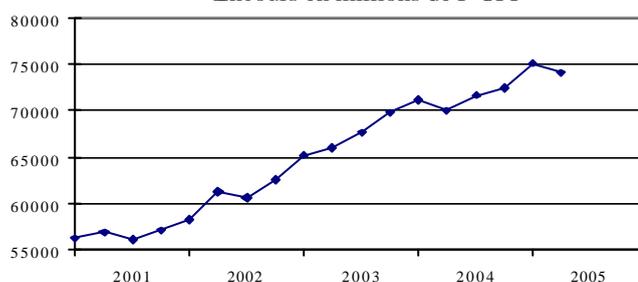
Encours en millions de F CFP



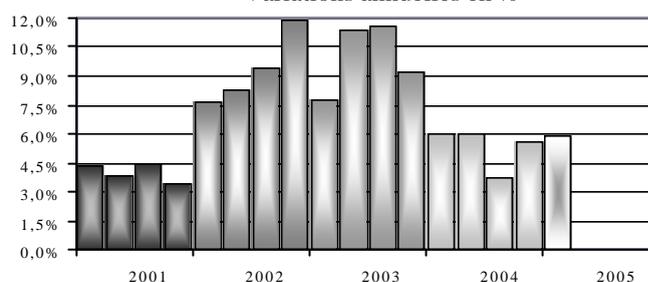
Variations annuelles en %

**Crédits à l'équipement accordés aux entreprises**  
(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

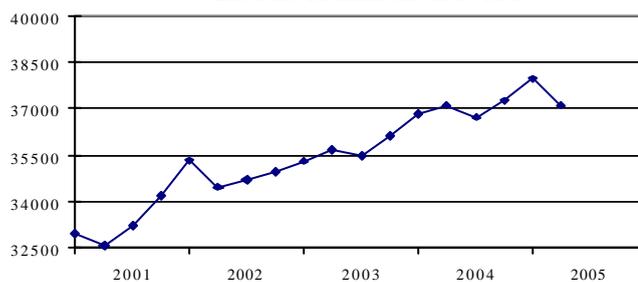
Encours en millions de F CFP



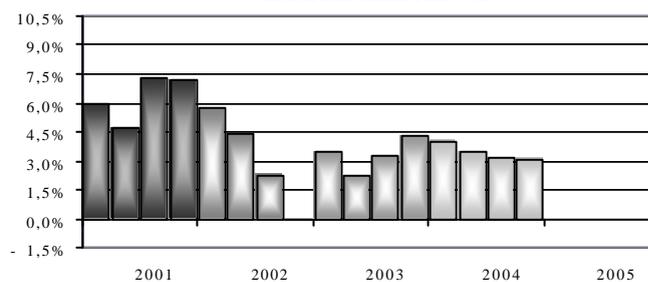
Variations annuelles en %

**Crédits de trésorerie accordés aux particuliers**

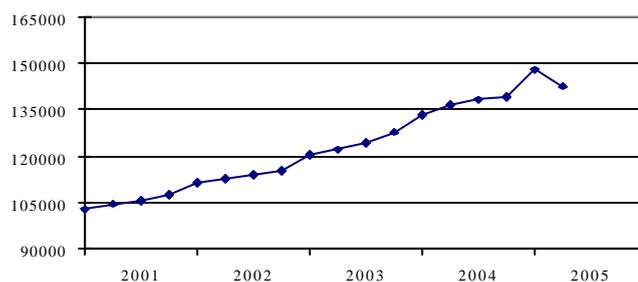
Encours en millions de F CFP



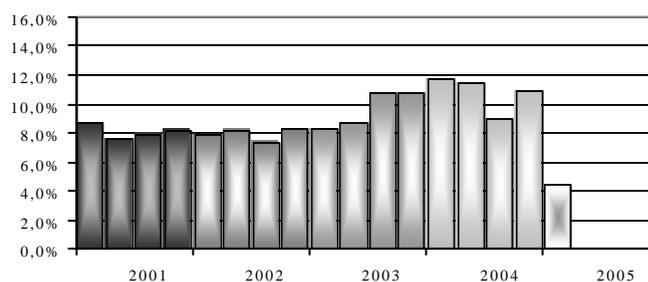
Variations annuelles en %

**Crédits à l'habitat accordés aux particuliers**

Encours en millions de F CFP



Variations annuelles en %



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.2.2 LES CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS SITUÉS DANS LA ZONE D'EMISSION (TABLEAU IV)

L'analyse des concours de caractère bancaire accordés par les établissements de crédits situés dans la zone d'émission fait également l'objet des remarques formulées au point 1.2.1. page 17.

Avec un encours global de 348,6 milliards de F CFP au 31 mars 2005, les crédits accordés par les établissements de crédit locaux poursuivent leur progression avec un rythme de croissance annuel qui s'accélère sensiblement (+ 11 % à fin mars 2005 contre + 6,6 % à fin mars 2004).

Les concours de caractère bancaire octroyés localement se répartissent principalement entre les crédits à l'habitat (43 % de l'encours total des crédits bruts), l'équipement (19 % de l'ensemble brut) et les crédits de trésorerie (18 % de l'encours global brut) :

- les **crédits à l'habitat** affichent un taux de croissance annuelle en nette accélération à fin mars 2005 par rapport à celui observé entre le 31 mars 2003 et les 31 mars 2004 (+ 7,8 %) ;
- dans une moindre mesure, les **crédits à l'équipement** présentent également une évolution similaire avec un rythme de croissance annuel en accélération à fin mars 2005 après + 9,8 % à fin mars ;
- l'évolution des **crédits de trésorerie**, pour sa part, marque le pas sur les douze derniers mois en comparaison avec la hausse de 5,5 % observée entre le 31 mars 2003 et le 31 mars 2004.

La qualité du portefeuille de clientèle des banques locales continue globalement de s'améliorer avec un taux de **créances douteuses brutes** qui recule ainsi de 0,6 point au cours des douze mois sous revue à 4,5 % du total des encours. Le taux de provisionnement est stable à 66,8 %. Parallèlement, les **comptes ordinaires débiteurs** affichent une croissance de 14,6 % sur l'année mais du fait principalement des sociétés financières et des autres agents économiques.

Totalisant environ la moitié de l'encours global brut, les **particuliers** demeurent les premiers débiteurs des établissements de crédit locaux devant les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) :

- La demande des particuliers repose essentiellement sur les crédits à l'habitat, et dans une moindre mesure, sur les crédits de trésorerie et le financement par crédit-bail. Leur demande en matière de crédits de trésorerie se ralentit après une progression de 2,8 % entre le 31 mars 2003 et le 31 mars 2004. Le financement par crédit-bail affiche une croissance soutenue de + 25,3 % qui demeure toutefois nettement inférieure à celle précédemment observée (+ 35 % à fin mars 2004).
- L'encours des crédits nets accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels) tend à progresser sur les douze dernier mois par rapport au 31 mars 2004 (+ 5,2 %). Le besoin de financement des entreprises porte essentiellement sur les crédits à l'équipement et, dans une moindre mesure, sur les crédits de trésorerie et sur les prêts immobiliers.

### Ensemble des crédits

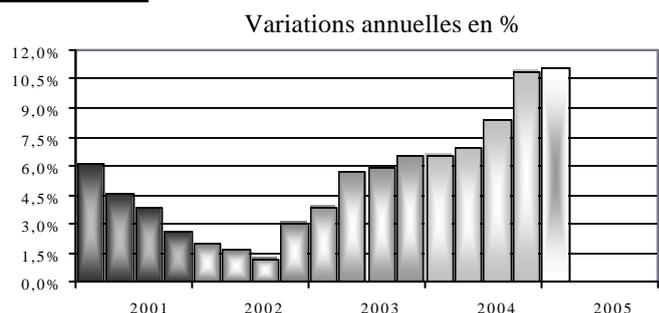
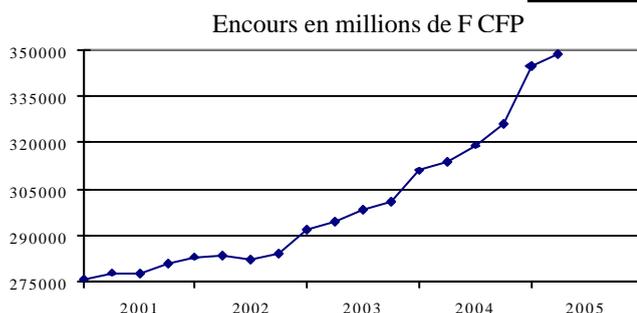


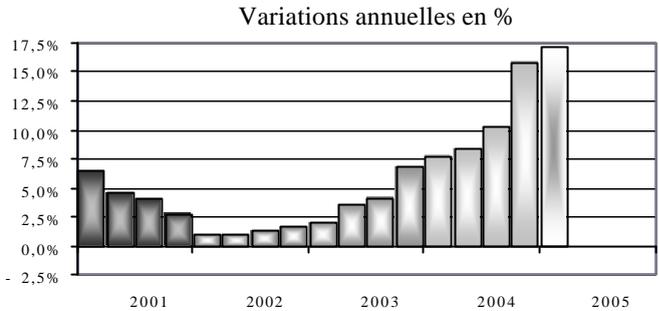
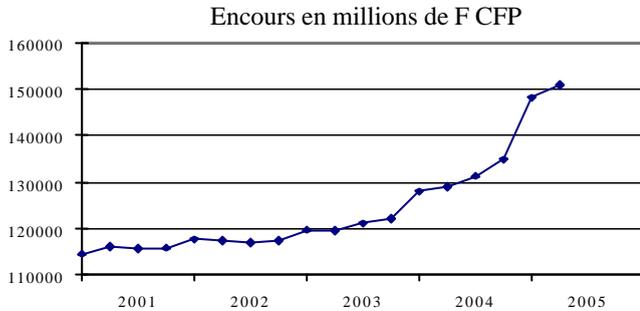
TABLEAU IV  
**Concours de caractère bancaire**  
*(Établissements de crédit situés dans la zone d'émission)*

	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/03/2005	variations en pourcentage		
en millions de F CFP	m-12	m-9	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-9	m / m-3
<b>Crédit-bail</b>	<b>16 662</b>	<b>17 495</b>	<b>17 863</b>	<b>18 697</b>	<b>19 541</b>	<b>17,3%</b>	<b>11,7%</b>	<b>4,5%</b>
Sociétés non financières	6 546	6 433	6 505	6 727	6 810	4,0%	5,9%	1,2%
Entrepreneurs individuels	1 805	1 900	2 023	2 238	2 324	28,8%	22,3%	3,8%
Particuliers	8 285	9 138	9 316	9 707	10 377	25,3%	13,6%	6,9%
Autres agents résidents	26	24	19	25	30	15,4%	25,0%	20,0%
Non résidents (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>62 580</b>	<b>62 843</b>	<b>64 208</b>	<b>62 312</b>	<b>61 724</b>	<b>- 1,4%</b>	<b>- 1,8%</b>	<b>- 0,9%</b>
Sociétés non financières	26 230	26 076	26 486	25 490	25 363	- 3,3%	- 2,7%	- 0,5%
Entrepreneurs individuels	2 333	2 236	2 297	1 870	1 752	-24,9%	-21,6%	- 6,3%
Particuliers	32 460	32 230	32 742	33 390	32 527	0,2%	0,9%	- 2,6%
Autres agents résidents	1 142	1 354	1 320	767	1 277	11,8%	- 5,7%	66,5%
Non résidents (1)	415	947	1 363	795	805	n.s.	-15,0%	1,3%
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>59 050</b>	<b>60 742</b>	<b>62 060</b>	<b>64 682</b>	<b>66 342</b>	<b>12,3%</b>	<b>9,2%</b>	<b>2,6%</b>
Sociétés non financières	50 794	51 256	52 228	54 251	53 429	5,2%	4,2%	- 1,5%
Entrepreneurs individuels	5 504	6 110	5 491	6 069	5 989	8,8%	- 2,0%	- 1,3%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	2 177	2 228	2 674	2 493	2 375	9,1%	6,6%	- 4,7%
Non résidents (1)	575	1 148	1 667	1 869	4 549	n.s.	n.s.	n.s.
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>129 007</b>	<b>131 324</b>	<b>134 904</b>	<b>148 255</b>	<b>151 096</b>	<b>17,1%</b>	<b>15,1%</b>	<b>1,9%</b>
Sociétés non financières	12 751	12 601	13 142	17 886	18 548	45,5%	47,2%	3,7%
Entrepreneurs individuels	6 089	6 247	5 978	5 807	5 784	- 5,0%	- 7,4%	- 0,4%
Particuliers	109 366	110 205	109 903	117 612	112 146	2,5%	1,8%	- 4,6%
Autres agents résidents	658	606	603	1 637	1 672	n.s.	n.s.	2,1%
Non résidents (1)	143	1 665	5 278	5 313	12 946	n.s.	n.s.	n.s.
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>22 900</b>	<b>22 397</b>	<b>23 062</b>	<b>25 878</b>	<b>26 232</b>	<b>14,6%</b>	<b>17,1%</b>	<b>1,4%</b>
Sociétés non financières	19 271	18 639	19 160	21 094	22 353	16,0%	19,9%	6,0%
Entrepreneurs individuels	963	964	864	641	822	-14,6%	-14,7%	28,2%
Particuliers	2 121	2 045	2 265	2 120	2 289	7,9%	11,9%	8,0%
Autres agents résidents	543	747	756	1 918	745	37,2%	- 0,3%	-61,2%
Non résidents (1)	2	2	17	105	23	n.s.	n.s.	-78,1%
<b>Autres crédits</b>	<b>7 885</b>	<b>8 178</b>	<b>7 522</b>	<b>9 497</b>	<b>7 999</b>	<b>1,4%</b>	<b>- 2,2%</b>	<b>-15,8%</b>
Sociétés non financières	4 013	4 170	3 231	4 126	3 759	- 6,3%	- 9,9%	- 8,9%
Entrepreneurs individuels	312	307	315	371	363	16,3%	18,2%	- 2,2%
Particuliers	480	440	821	748	778	62,1%	76,8%	4,0%
Autres agents résidents	-	7	-	-	1	-	-85,7%	-
Non résidents (1)	3 080	3 254	3 155	4 252	3 098	0,6%	- 4,8%	-27,1%
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>5 246</b>	<b>5 768</b>	<b>5 885</b>	<b>5 246</b>	<b>5 210</b>	<b>- 0,7%</b>	<b>- 9,7%</b>	<b>- 0,7%</b>
Sociétés non financières	2 995	3 366	3 569	3 162	2 999	0,1%	-10,9%	- 5,2%
Entrepreneurs individuels	843	891	846	785	799	- 5,2%	-10,3%	1,8%
Particuliers	1 405	1 490	1 448	1 252	1 251	-11,0%	-16,0%	- 0,1%
Autres agents résidents	3	21	21	23	83	n.s.	n.s.	n.s.
Non résidents (1)	-	-	1	24	78	-	-	n.s.
<b>TOTAL NET</b>	<b>303 330</b>	<b>308 747</b>	<b>315 504</b>	<b>334 567</b>	<b>338 144</b>	<b>11,5%</b>	<b>9,5%</b>	<b>1,1%</b>
Sociétés non financières	122 600	122 541	124 321	132 736	133 261	8,7%	8,7%	0,4%
Entrepreneurs individuels	17 849	18 655	17 814	17 781	17 833	- 0,1%	- 4,4%	0,3%
Particuliers	154 117	155 548	156 495	164 829	159 368	3,4%	2,5%	- 3,3%
Autres agents résidents	4 549	4 987	5 393	6 863	6 183	35,9%	24,0%	- 9,9%
Non résidents (1)	4 215	7 016	11 481	12 358	21 499	n.s.	n.s.	74,0%
<b>Provisions non ventilées</b>	<b>10 631</b>	<b>10 539</b>	<b>10 653</b>	<b>10 460</b>	<b>10 503</b>	<b>- 1,2%</b>	<b>- 0,3%</b>	<b>0,4%</b>
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>313 961</b>	<b>319 286</b>	<b>326 157</b>	<b>345 027</b>	<b>348 647</b>	<b>11,0%</b>	<b>9,2%</b>	<b>1,0%</b>

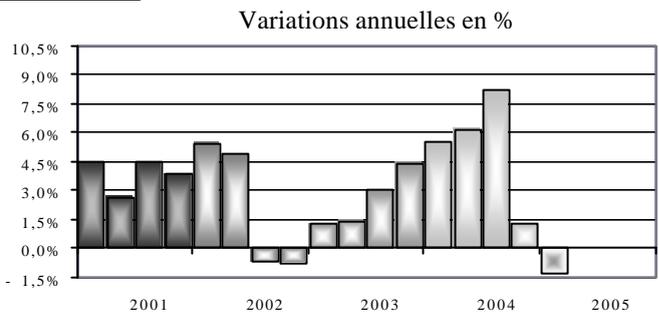
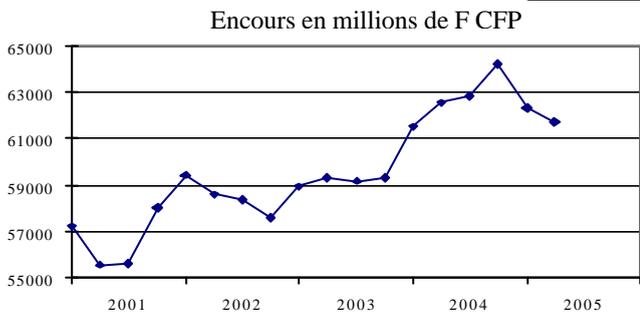
(1) L'évolution du poste "Non résident" résulte de l'application de la lettre d'information BAFI n°2003.01 du Secrétariat Général de la Commission Bancaire qui reclasse notamment en non résidents les crédits octroyés à des bénéficiaires métropolitains (auparavant classés en résidents)

## LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

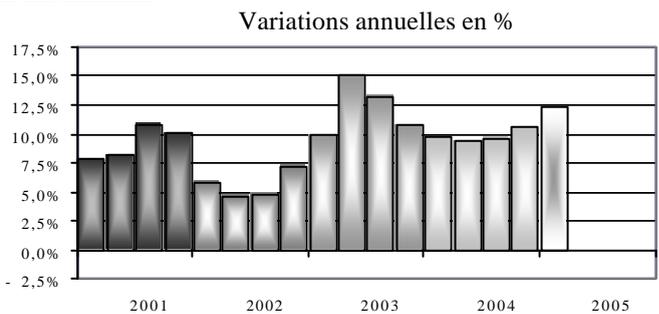
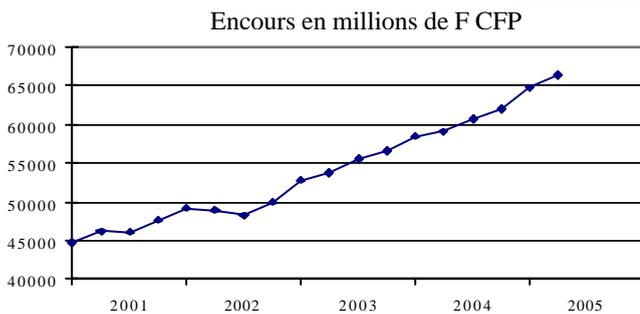
### Crédits à l'habitat



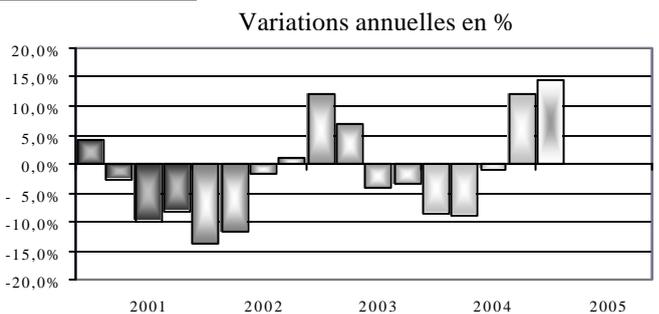
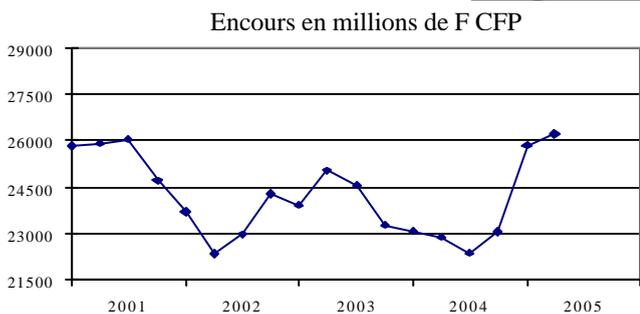
### Crédits de trésorerie



### Crédits à l'équipement



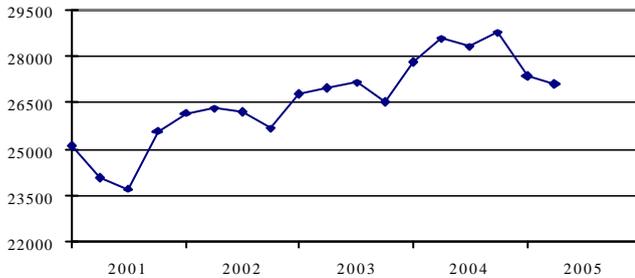
### Comptes ordinaires débiteurs



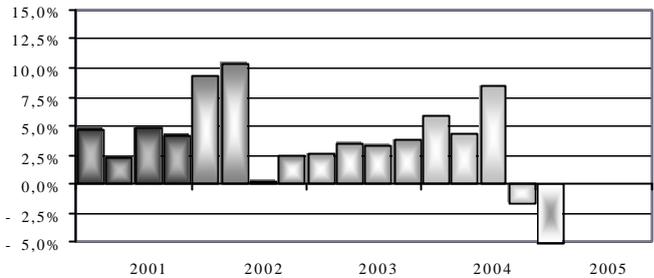
## LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉES PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

### Crédits de trésorerie accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)

Encours en millions de F CFP

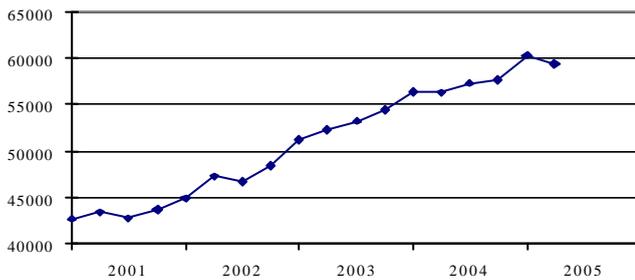


Variations annuelles en %

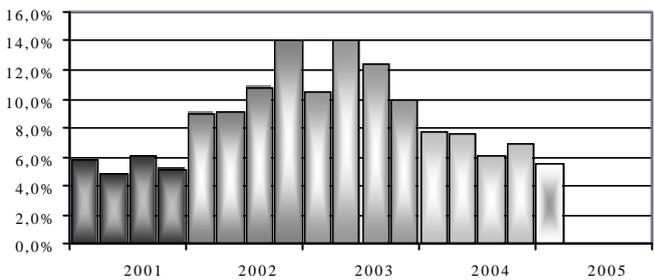


### Crédits à l'équipement accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)

Encours en millions de F CFP

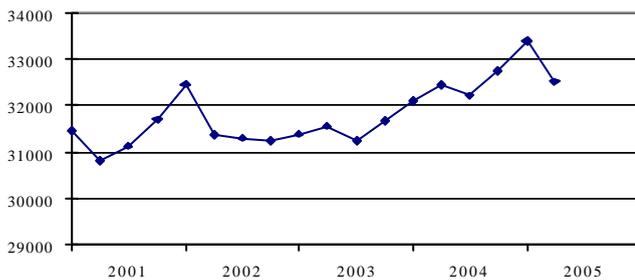


Variations annuelles en %

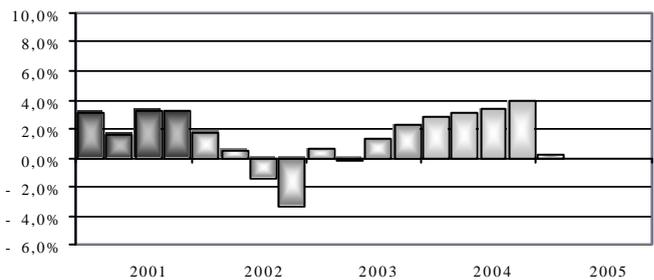


### Crédits de trésorerie accordés aux particuliers

Encours en millions de F CFP

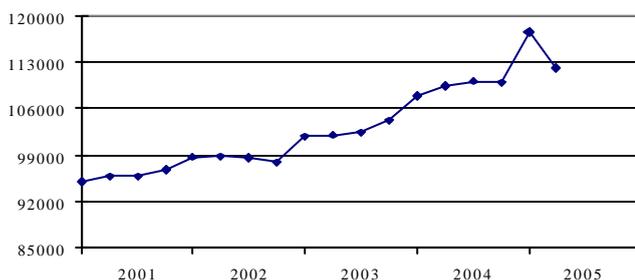


Variations annuelles en %

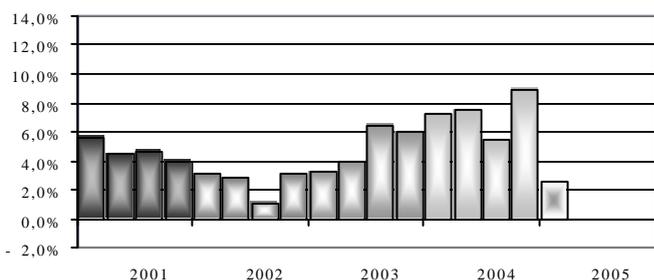


### Crédits à l'habitat accordés aux particuliers

Encours en millions de F CFP



Variations annuelles en %



**1.2.3 LES CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS  
INSTALLÉS HORS DE LA ZONE D'EMISSION  
(TABLEAU V)**

Le rythme de progression de l'encours des crédits accordés par les établissements installés hors de la zone d'émission tend à ralentir significativement; l'évolution sur les douze derniers mois s'établit ainsi à 3,7 % alors qu'elle se situait à 13,6 % entre le 31 mars 2003 et le 31 mars 2004.

Les établissements situés hors zone d'émission octroient essentiellement des **crédits à l'équipement** (53 % du total) et des **crédits à l'habitat** (40 %). La première catégorie de crédit voit son encours augmenter de 1 % au cours des douze derniers mois après une progression de 10,6 % lors de la période précédente. L'encours des crédits à l'habitat voit son rythme de progression s'établir à + 8,6 % en glissement annuel à fin mars 2005 contre + 20,3 % entre le 31 mars 2003 et le 31 mars 2004.

L'encours des crédits aux "**Autres agents économiques résidents**" représente 39 % de l'activité des établissements de crédit situés hors de la zone d'émission. Ce dernier recule de 1,6 % sur l'année. Il est composé essentiellement de crédits à l'équipement octroyés aux collectivités publiques. L'encours des crédits accordés aux **sociétés non financières** représente 22 % du total des concours. Après un recul de 6 % entre le 31 mars 2003 et le 31 mars 2004, leur encours augmente de 3,1 % au cours des douze mois suivants. Enfin, tout en étant divisé par trois, le rythme de progression de l'encours des particuliers demeure soutenu à + 10 %. La part relative des concours accordés aux particuliers dans l'activité des établissements de crédit installés hors de la zone d'émission (essentiellement des crédits à l'habitat) est passée de 36 % fin mars 2004 à 39 % fin mars 2005.

**VENTILATION PAR AGENT ÉCONOMIQUE DES CONCOURS OCTROYES PAR LES  
ETABLISSEMENTS INSTALLÉS HORS DE LA ZONE D'EMISSION**

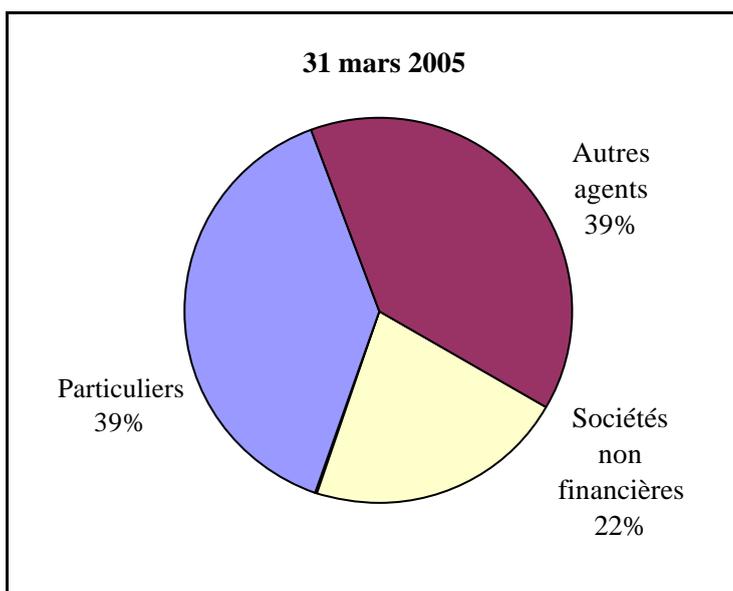
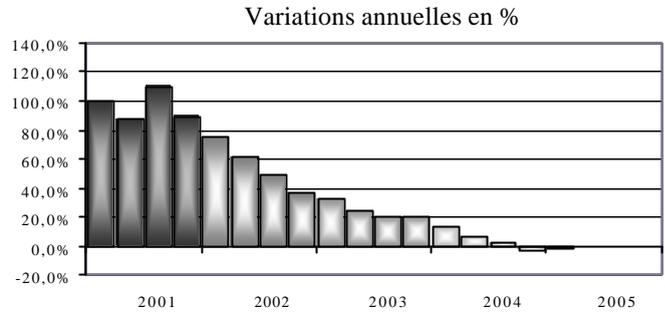
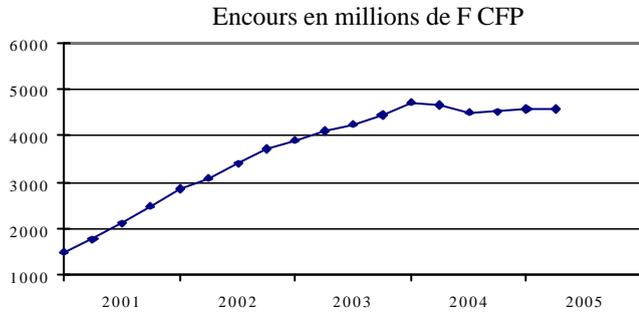


TABLEAU V  
**Concours de caractère bancaire**  
*(Etablissements de crédit situés hors de la zone d'émission)*

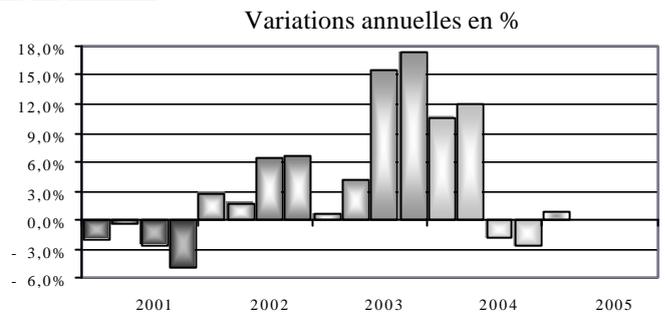
en millions de F CFP	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/03/2005	variations en pourcentage		
	m-12	m-9	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-9	m / m-3
<b>Crédit-bail</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>4 663</b>	<b>4 506</b>	<b>4 523</b>	<b>4 588</b>	<b>4 588</b>	- 1,6%	1,8%	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	4 663	4 506	4 523	4 588	4 588	- 1,6%	1,8%	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>48 046</b>	<b>49 081</b>	<b>49 862</b>	<b>49 110</b>	<b>48 508</b>	1,0%	- 1,2%	- 1,2%
Sociétés non financières	13 696	14 330	14 688	14 849	14 689	7,3%	2,5%	- 1,1%
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	34 350	34 752	35 175	34 261	33 819	- 1,5%	- 2,7%	- 1,3%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>33 759</b>	<b>35 098</b>	<b>36 444</b>	<b>36 724</b>	<b>36 655</b>	8,6%	4,4%	- 0,2%
Sociétés non financières	5 474	5 728	5 871	5 177	5 120	- 6,5%	-10,6%	- 1,1%
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	27 171	28 205	29 379	30 485	30 485	12,2%	8,1%	-
Autres agents résidents	1 113	1 165	1 194	1 062	1 050	- 5,7%	- 9,9%	- 1,1%
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres crédits</b>	<b>1 410</b>	<b>1 463</b>	<b>1 493</b>	<b>1 358</b>	<b>1 338</b>	- 5,1%	- 8,5%	- 1,5%
Sociétés non financières	708	741	759	673	659	- 6,9%	-11,0%	- 2,1%
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	3	2	2	2	2	-33,3%	-	-
Autres agents résidents	699	720	731	683	677	- 3,2%	- 6,0%	- 0,9%
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>555</b>	<b>591</b>	<b>578</b>	<b>597</b>	<b>600</b>	8,1%	1,5%	0,5%
Sociétés non financières	-	-	-	32	32	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	260	282	261	239	239	- 8,1%	-15,2%	-
Autres agents résidents	295	309	317	326	329	11,4%	6,5%	0,9%
<b>TOTAL NET</b>	<b>88 433</b>	<b>90 739</b>	<b>92 899</b>	<b>92 377</b>	<b>91 689</b>	3,7%	1,0%	- 0,7%
Sociétés non financières	19 878	20 798	21 318	20 731	20 500	3,1%	- 1,4%	- 1,1%
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	32 097	32 995	34 165	35 314	35 314	10,0%	7,0%	-
Autres agents résidents	36 458	36 946	37 416	36 332	35 875	- 1,6%	- 2,9%	- 1,3%
<b>Provisions non ventilées</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>88 433</b>	<b>90 739</b>	<b>92 899</b>	<b>92 377</b>	<b>91 689</b>	3,7%	1,0%	- 0,7%

**LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS LA ZONE D'ÉMISSION**

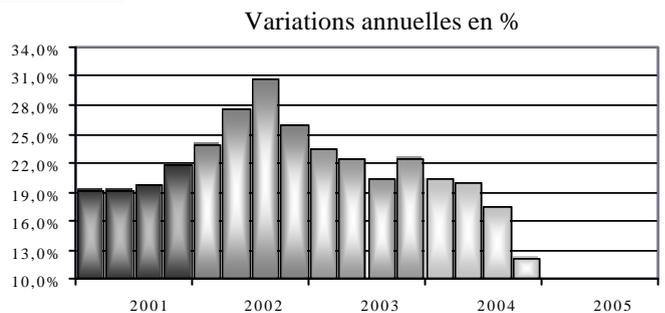
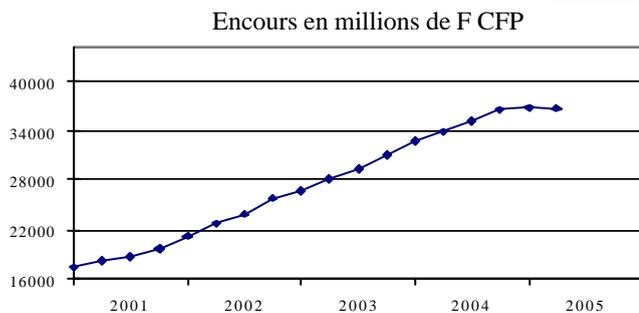
**Crédits de trésorerie**



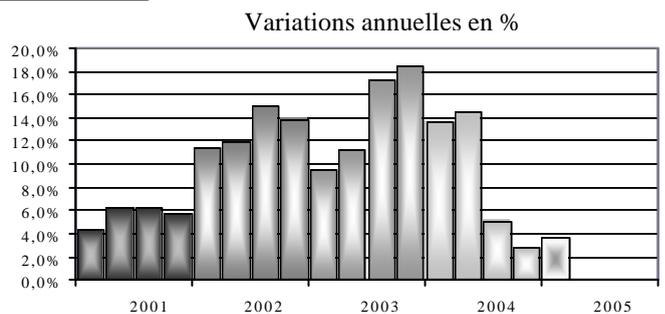
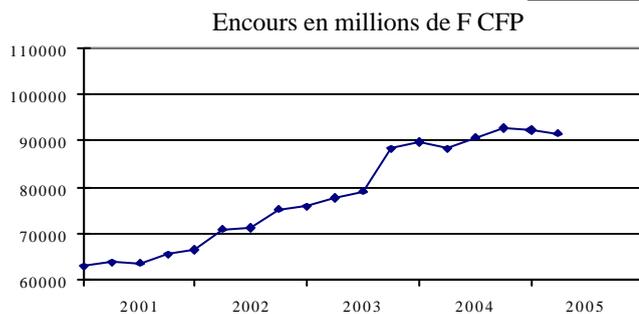
**Crédits à l'équipement**



**Crédits à l'habitat**

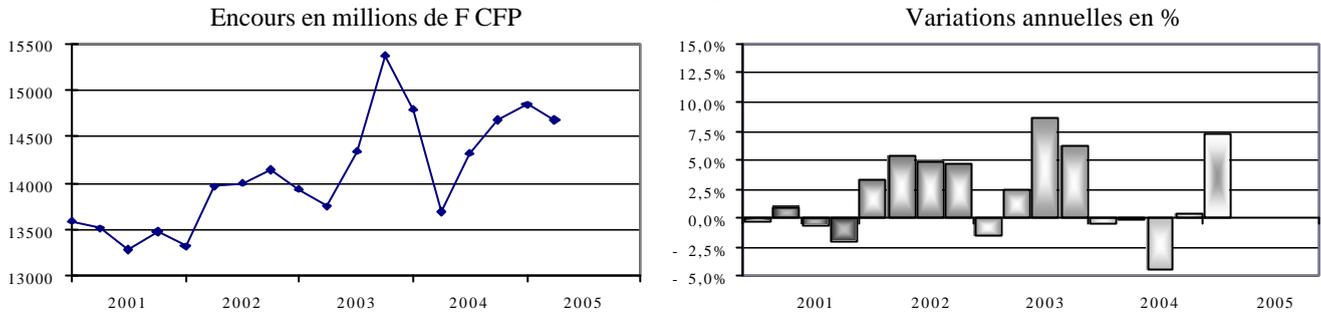


**Ensemble des crédits**

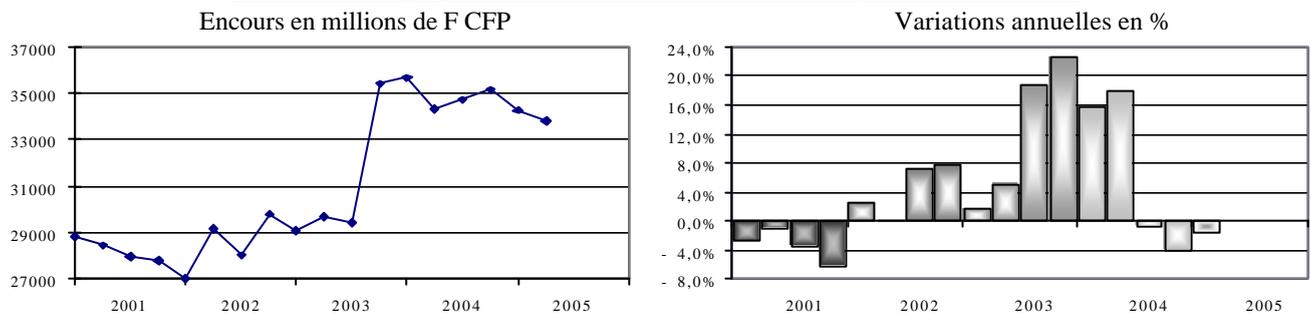


## LES PRINCIPAUX CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS LA ZONE D'ÉMISSION

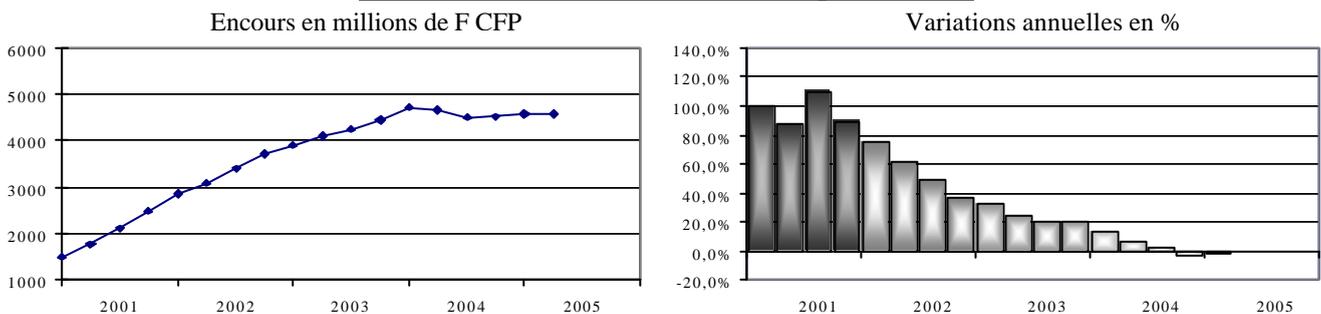
### Crédits à l'équipement accordés aux entreprises (sociétés financières et entrepreneurs individuels)



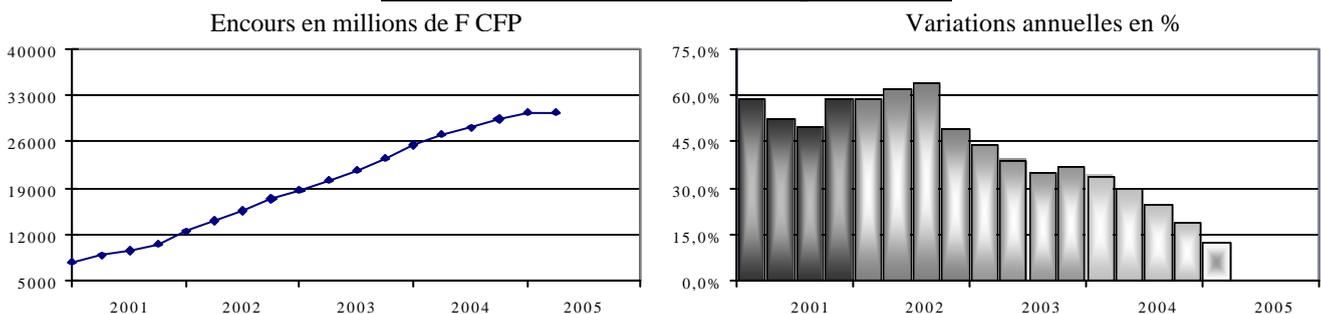
### Crédits à l'équipement accordés aux « autres agents résidents »



### Crédits de trésorerie accordés aux particuliers



### Crédits à l'habitat accordés aux particuliers



## **1.3 - LA MASSE MONÉTAIRE (M3) ET SES CONTREPARTIES**

### **1.3.1 LA MASSE MONÉTAIRE (TABLEAU VI)**

La masse monétaire a progressé de 10,7 % sur douze mois pour s'établir à 263,5 milliards de F CFP au 31 mars 2005 (+ 6,5 % en glissement annuel au 31 mars 2004). Cette croissance résulte essentiellement de l'augmentation du volume des dépôts à vue<sup>2</sup>.

Avec un volume de circulation fiduciaire en hausse de 1,2 % et des dépôts à vue en augmentation de 17 % sur la période sous revue, l'agrégat M1 progresse de 15,5 %. Ce dernier vient à représenter 48 % de la masse monétaire à fin mars 2005.

L'agrégat M2-M1 (quasi-exclusivement constitué de comptes sur livrets) est en hausse de 11,7 % sur douze mois après une augmentation de 23,9 % entre le 31 mars 2003 et le 31 mars 2004.

Dans le même temps, l'agrégat M3-M2 (essentiellement constitué de dépôts à terme) progresse de 3 % contre un recul de 8,1 % entre le 31 mars 2003 et le 31 mars 2004.

Enfin, l'agrégat P1 (l'épargne contractuelle est quasi-exclusivement constituée de plans d'épargne-logement) augmente de 27,8 %.

### **1.3.2 LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONÉTAIRE (TABLEAU VII)**

Les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux sont en hausse de 74,9 % sur douze mois. Dans une moindre mesure, les engagements hors zone d'émission augmentent également sur la même période (+ 35,5 %). Ces fortes évolutions, qui sont consécutives à des opérations d'arbitrage interbancaire avec la Métropole, pèsent sur la position extérieure nette des établissements de crédit locaux (différence entre les avoirs et les engagements). Ainsi, le solde structurellement négatif de cette dernière, qui était de - 52,0 milliards de F CFP au 31 mars 2004, est passé à - 58,4 milliards de F CFP au 31 mars 2005 (+ 12,2 %).

La part des concours financés sur ressources non monétaires s'est alourdie. Elle s'établit à 47,9 % au 31 mars 2005 contre 42,2 % au 31 mars 2004.

Les avoirs hors zone d'émission de l'Institut d'émission représentent 18,1 milliards de F CFP au 31 mars 2005, en augmentation de 9,8 % par rapport au 31 mars 2004.

<sup>2</sup> Cf. page 7, point 1.1.1 - Les dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte

TABLEAU VI  
Composantes de la masse monétaire en Nouvelle-Calédonie

	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/03/2005	variations en pourcentage		
en millions de F CFP	m-12	m-9	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-9	m / m-3
<b>M1</b>								
<b>Circulation fiduciaire</b>	<b>10 414</b>	<b>10 678</b>	<b>10 645</b>	<b>11 500</b>	<b>10 540</b>	<b>1,2%</b>	<b>- 1,3%</b>	<b>- 8,3%</b>
- Billets	9 302	9 554	9 504	10 325	9 373	0,8%	- 1,9%	- 9,2%
- Pièces	1 112	1 124	1 141	1 175	1 167	4,9%	3,8%	- 0,7%
<b>Dépôts à vue</b>	<b>98 737</b>	<b>103 190</b>	<b>104 188</b>	<b>133 908</b>	<b>115 547</b>	<b>17,0%</b>	<b>12,0%</b>	<b>-13,7%</b>
- Banques	92 852	97 125	97 917	127 843	109 114	17,5%	12,3%	-14,7%
- O.P.T.	5 885	6 065	6 271	6 065	6 433	9,3%	6,1%	6,1%
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total M1</b>	<b>109 151</b>	<b>113 868</b>	<b>114 833</b>	<b>145 408</b>	<b>126 087</b>	<b>15,5%</b>	<b>10,7%</b>	<b>-13,3%</b>
<b>M2 - M1</b>	<b>54 048</b>	<b>55 843</b>	<b>56 108</b>	<b>58 140</b>	<b>60 360</b>	<b>11,7%</b>	<b>8,1%</b>	<b>3,8%</b>
<b>Comptes sur livrets</b>	<b>53 453</b>	<b>55 212</b>	<b>55 414</b>	<b>57 426</b>	<b>59 647</b>	<b>11,6%</b>	<b>8,0%</b>	<b>3,9%</b>
<b>Comptes d'épargne-logement</b>	<b>595</b>	<b>631</b>	<b>694</b>	<b>714</b>	<b>713</b>	<b>19,8%</b>	<b>13,0%</b>	<b>- 0,1%</b>
<b>Total M2</b>	<b>163 199</b>	<b>169 711</b>	<b>170 941</b>	<b>203 548</b>	<b>186 447</b>	<b>14,2%</b>	<b>9,9%</b>	<b>- 8,4%</b>
<b>M3 - M2</b>	<b>74 813</b>	<b>70 618</b>	<b>71 897</b>	<b>70 777</b>	<b>70 221</b>	<b>3,0%</b>	<b>9,1%</b>	<b>8,8%</b>
<b>Dépôts à terme</b>	<b>73 849</b>	<b>69 691</b>	<b>70 980</b>	<b>69 907</b>	<b>76 162</b>	<b>3,1%</b>	<b>9,3%</b>	<b>8,9%</b>
- Banques	73 849	69 691	70 980	69 907	76 162	3,1%	9,3%	8,9%
- O.P.T.	-	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Bons</b>	<b>964</b>	<b>927</b>	<b>917</b>	<b>870</b>	<b>859</b>	<b>-10,9%</b>	<b>- 7,3%</b>	<b>- 1,3%</b>
<b>Certificats de dépôt</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total M3</b>	<b>238 012</b>	<b>240 329</b>	<b>242 838</b>	<b>274 325</b>	<b>263 468</b>	<b>10,7%</b>	<b>9,6%</b>	<b>- 4,0%</b>
<b>P1</b>	<b>3 800</b>	<b>4 019</b>	<b>4 255</b>	<b>4 602</b>	<b>4 858</b>	<b>27,8%</b>	<b>20,9%</b>	<b>5,6%</b>
(Epargne contractuelle)								
<b>Plans d'épargne-logement</b>	<b>3 768</b>	<b>3 982</b>	<b>4 219</b>	<b>4 566</b>	<b>4 823</b>	<b>28,0%</b>	<b>21,1%</b>	<b>5,6%</b>
<b>Compte d'épargne à long terme</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Autres comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>32</b>	<b>37</b>	<b>36</b>	<b>36</b>	<b>35</b>	<b>9,4%</b>	<b>- 5,4%</b>	<b>- 2,8%</b>

TABLEAU VII  
Contreparties de la masse monétaire

	31/03/2004	30/06/2004	30/09/2004	31/12/2004	31/03/2005	variations en pourcentage		
en millions de F CFP	m-12	m-9	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-9	m / m-3
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>47 173</b>	<b>70 184</b>	<b>69 197</b>	<b>77 874</b>	<b>71 754</b>	<b>52,1%</b>	<b>2,2%</b>	<b>- 7,9%</b>
- Institut d'émission	16 503	16 842	16 487	19 007	18 123	9,8%	7,6%	- 4,7%
- Etablissements de crédit locaux (*)	30 670	53 342	52 710	58 867	53 631	74,9%	0,5%	- 8,9%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>9 455</b>	<b>9 525</b>	<b>9 842</b>	<b>9 614</b>	<b>10 218</b>	<b>8,1%</b>	<b>7,3%</b>	<b>6,3%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>181 384</b>	<b>160 620</b>	<b>163 799</b>	<b>186 837</b>	<b>181 496</b>	<b>0,1%</b>	<b>13,0%</b>	<b>- 2,9%</b>
- Concours de caractère bancaire des EC locaux	313 961	319 286	326 157	345 025	348 647	11,0%	9,2%	1,0%
- Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	132 577	158 666	162 358	158 188	167 151	26,1%	5,3%	5,7%
- Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	29 522	30 783	30 663	31 693	32 028	8,5%	4,0%	1,1%
- Provisions sur créances douteuses	10 631	10 539	10 654	10 457	10 501	- 1,2%	- 0,4%	0,4%
- Engagements hors zone d'émission (*)	82 693	101 585	106 058	105 129	112 012	35,5%	10,3%	6,5%
- Epargne contractuelle	3 799	4 015	4 256	4 598	4 859	27,9%	21,0%	5,7%
- Divers	5 932	11 744	10 727	6 311	7 751	30,7%	-34,0%	22,8%
<b>Total M3</b>	<b>238 012</b>	<b>240 329</b>	<b>242 838</b>	<b>274 325</b>	<b>263 468</b>	<b>10,7%</b>	<b>9,6%</b>	<b>- 4,0%</b>

(\*) Position extérieure nette du système bancaire local : - 52 023 - 48 243 - 53 348 - 46 262 - 58 381

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission de ces mêmes établissements.

**1.4 - L'EQUILIBRE EMPLOIS - RESSOURCES DES EC LOCAUX****1.4.1 LE FINANCEMENT DES CRÉDITS BANCAIRES  
(TABLEAU VIII)**

Les ressources des établissements de crédit sont quasiment entièrement affectées à leur activité de crédit (96,5 %), le solde étant dévolu à la constitution des réserves obligatoires auprès de l'IEOM (3,5 %). L'activité globale des établissements de crédit locaux a progressé de 11,9 % entre le 31 mars 2004 et le 31 mars 2005 et représente un volume de 361,4 milliards de F CFP.

Le système bancaire local se finance sur ressources propres à hauteur de 11,8 %, soit un volume de 42,5 milliards de FCFP au 31 mars 2005. A noter que ces ressources propres sont en progression de 5,9 % par rapport au 31 mars 2004.

Les opérations de réescompte sont en augmentation de 1,8 % sur douze mois. Avec un encours de 11,3 milliards de F CFP, elles représentent 3,1 % des ressources des établissements de crédit locaux.

Les ressources des établissements de crédit proviennent donc essentiellement des dépôts collectés. Ces derniers minorés des encaisses représentent 244,7 milliards de F CFP à fin mars 2005 (67,7 % des ressources).

TABLEAU VIII

## FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 mars 2005

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	348 647	96,5%	Dépôts collectés (- encaisses)	244 741	67,7%
Réserves obligatoires	12 714	3,5%	Financement sur ressources propres *	42 528	11,8%
Réserves libres	-	-	Réesc compte	11 304	3,1%
			(-) position extérieure nette des EC	58 381	16,2%
			Excédent des op. diverses des EC	4 407	1,2%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>361 361</b>	<b>100,0%</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>361 361</b>	<b>100,0%</b>

## FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 septembre 2004

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	326 157	97,3%	Dépôts collectés (- encaisses)	223 952	66,8%
Réserves obligatoires	8 944	2,7%	Financement sur ressources propres *	41 317	12,3%
Réserves libres	-	-	Réesc compte	11 418	3,4%
			(-) position extérieure nette des EC	53 348	15,9%
			Excédent des op. diverses des EC	5 066	1,5%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>335 101</b>	<b>100,0%</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>335 101</b>	<b>100,0%</b>

## FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 mars 2004

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	313 961	97,2%	Dépôts collectés (- encaisses)	219 431	67,9%
Réserves obligatoires	9 025	2,8%	Financement sur ressources propres *	40 152	12,4%
Réserves libres	-	-	Réesc compte	11 101	3,4%
			(-) position extérieure nette des EC	52 023	16,1%
			Excédent des op. diverses des EC	279	0,1%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>322 986</b>	<b>100,0%</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>322 986</b>	<b>100,0%</b>

(\*) Financement sur ressources propres = (Fonds propres + provisions sur créances douteuses - valeurs immobilisées)

## 1.4.2 L'ÉQUILIBRE EMPLOIS-RESSOURCES EN FONCTION DE LA DURÉE<sup>3</sup> (TABLEAU IX)

### Les opérations avec la clientèle

Les opérations avec la clientèle sont structurellement déficitaires en terme de solde emplois-ressources. En effet, les ressources clientèle des établissements de crédit calédoniens représentent un montant de 256,4 milliards de F CFP contre un volume d'emplois clientèle de 337,7 milliards de F CFP. Il en résulte donc un déficit des opérations avec la clientèle de 81,3 milliards de F CFP au 31 mars 2005. Ce déficit est supérieur à celui observé à fin mars 2004 (- 79,1 milliards de F CFP).

Parallèlement à ce déficit, un très grand décalage entre les ressources et les emplois clientèle est observé en ce qui concerne les délais d'exigibilité. Les ressources clientèle sont essentiellement des dépôts à moins de trois mois (89 % des ressources clientèle) tandis que les emplois clientèle sont majoritairement des emplois à plus d'un an (71 % des emplois clientèle).

### Les opérations interbancaires

Les ressources interbancaires des établissements de crédit locaux représentent un encours de 129,8 milliards de F CFP. Ce sont majoritairement des ressources longues (68 % ont un terme supérieur à douze mois, 31 % ont un terme supérieur à 5 ans). Parallèlement, les emplois sont à très court terme puisque l'encours au jour le jour représente 49 % du total des emplois interbancaires (88,1 milliards de F CFP). Le solde des opérations interbancaires ressort positif à 41,7 milliards de F CFP, en augmentation par rapport à fin mars 2004 (40 milliards de F CFP). Ce décalage au niveau des termes est à l'opposé de ce qui est observé pour les opérations avec la clientèle. L'équilibre entre les opérations interbancaires et les opérations avec la clientèle provient de l'excédent des capitaux permanents sur les valeurs immobilisées (42,5 milliards de F CFP au 31 mars 2005 contre 40,2 milliards de F CFP douze mois auparavant).

<sup>3</sup> Cette analyse de l'activité bancaire est faite selon une méthodologie purement comptable fondée sur l'examen des bilans agrégés des établissements de crédit. En conséquence, quelques écarts apparaissent par rapport aux données indiquées précédemment dans le bulletin notamment en ce qui concerne l'activité de crédit des établissements de crédit. L'ensemble de ces écarts générés par différence de méthodologie sont repris dans la ligne « Retraitements ».

TABLEAU IX  
Equilibre emplois-ressources en fonction de la durée

31 mars 2005	Total général	Sans terme	JJ	< 1 mois	< 3 mois	< 6 mois	< 12 mois	< 5 ans	> 5 ans
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES</b>									
<b>EMPLOIS</b>									
Caisse (F CFP + Devises)	2 521	2 521	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales et OPT	12 724	-	12 724	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	29 505	-	29 505	-	-	-	-	-	-
Comptes et prêts à terme dont réseau	40 066	-	693	10 942	1 633	1 377	1 445	20 873	3 103
Val. reçues en pension à terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts à la clientèle financière	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VNI, créances douteuses et créances rattachées	3 252	3 252	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total emplois</b>	<b>88 068</b>	<b>5 773</b>	<b>42 922</b>	<b>10 942</b>	<b>1 633</b>	<b>1 377</b>	<b>1 445</b>	<b>20 873</b>	<b>3 103</b>
<b>RESSOURCES</b>									
Banques centrales et OPT	180	-	180	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires créditeurs	11 037	-	11 037	-	-	-	-	-	-
Comptes et emprunts à terme dont réseau	105 113	-	4 999	5 831	4 868	2 726	8 933	47 344	40 410
Val. données en pension à terme	11 304	-	-	11 304	-	-	-	-	-
Emprunts auprès de la clientèle financière	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres sommes dues, dettes rattachées	2 124	2 124	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total ressources</b>	<b>129 758</b>	<b>2 124</b>	<b>6 218</b>	<b>17 135</b>	<b>4 868</b>	<b>2 726</b>	<b>8 933</b>	<b>47 344</b>	<b>40 410</b>
<b>RESSOURCES - EMPLOIS</b>									
<b>Cumul</b>	<b>41 690</b>	<b>- 3 649</b>	<b>- 36 704</b>	<b>6 193</b>	<b>3 235</b>	<b>1 349</b>	<b>7 488</b>	<b>26 471</b>	<b>37 307</b>
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>									
<b>EMPLOIS</b>									
Comptes ordinaires débiteurs	26 232	-	26 232	-	-	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à la clientèle	284 166	-	2	8 666	10 970	12 386	26 557	131 168	94 417
VNI, créances douteuses et créances rattachées	7 593	7 593	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés à terme	239	-	-	-	-	-	-	-	239
Crédit-bail et opérations assimilées	18 776	174	-	500	915	1 373	2 157	13 632	25
Location simple	705	35	-	54	50	52	108	406	-
<b>Total emplois</b>	<b>337 711</b>	<b>7 802</b>	<b>26 234</b>	<b>9 220</b>	<b>11 935</b>	<b>13 811</b>	<b>28 822</b>	<b>145 206</b>	<b>94 681</b>
<b>RESSOURCES</b>									
Comptes ordinaires créditeurs	109 115	197	108 918	-	-	-	-	-	-
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes sur livrets et divers	60 647	-	56 835	26	1	1	7	3 579	198
Comptes créditeurs à termes	82 115	-	5 955	32 271	24 965	5 680	6 269	6 631	344
Bons de caisse et bons d'épargne	858	-	-	205	46	399	132	76	-
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres sommes dues, dettes rattachées	3 634	3 634	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total ressources</b>	<b>256 369</b>	<b>3 831</b>	<b>171 708</b>	<b>32 502</b>	<b>25 012</b>	<b>6 080</b>	<b>6 408</b>	<b>10 286</b>	<b>542</b>
<b>RESSOURCES - EMPLOIS</b>									
<b>Cumul</b>	<b>- 81 342</b>	<b>- 3 971</b>	<b>145 474</b>	<b>23 282</b>	<b>13 077</b>	<b>- 7 731</b>	<b>- 22 414</b>	<b>-134 920</b>	<b>- 94 139</b>
Retraitements	2 876	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent cap.perm.sur Val. Imm.	42 528	-	-	-	-	-	-	-	-



## *II. Rappel des taux*

*1. Les taux administrés*

*2. Les taux de marché*

*3. Les taux de l'usure*

*4. Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit*

## 2. Rappel des taux

### 2.1 - TAUX ADMINISTRÉS

#### 2.1.1 TAUX D'INTÉRÊT LÉGAL

Année 1997	Année 1998	Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005
3,87 %	3,36 %	3,47 %	2,74 %	4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27	<b>2,05</b>

#### 2.1.2 TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT

<i>Taux de refinancement</i>	3 <sup>ème</sup> Trim. 2004	4 <sup>ème</sup> Trim. 2004	1 <sup>er</sup> Trim. 2005	2 <sup>ème</sup> Trim. 2005
Taux de la facilité de dépôt	1,00 % (1)	1,00 %	1,00 %	<b>1,00 %</b>
Taux de l'escompte de chèque	3,00 % (1)	3,00 %	3,00 %	<b>3,00 %</b>
Taux de la facilité de prêt marginal	3,00 % (1)	3,00 %	3,00 %	<b>3,00 %</b>
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,50 % (2)	1,50 %	1,50 %	<b>1,50 %</b>
Taux de réescompte des PBL	3,00 % (3)	3,00 %	3,00 %	<b>3,00 %</b>

<i>Taux plafonds</i>	3 <sup>ème</sup> Trim. 2004	4 <sup>ème</sup> Trim. 2004	1 <sup>er</sup> Trim. 2005	2 <sup>ème</sup> Trim. 2005
Prêts réescomptés aux entreprises	4,50 % (2)	4,50 %	4,50 %	<b>4,50 %</b>
Prêts bancaires au logement (PBL)	6,70 %-7,15 % (4)	6,40 %-6,85 % (5)	6,40 %-6,85 %	<b>5,95 %-6,40 % (6)</b>

(1) à compter du 10/06/2003

(3) à compter du 01/08/1996

(5) à compter du 01/12/2004 (Taux SGFGAS)

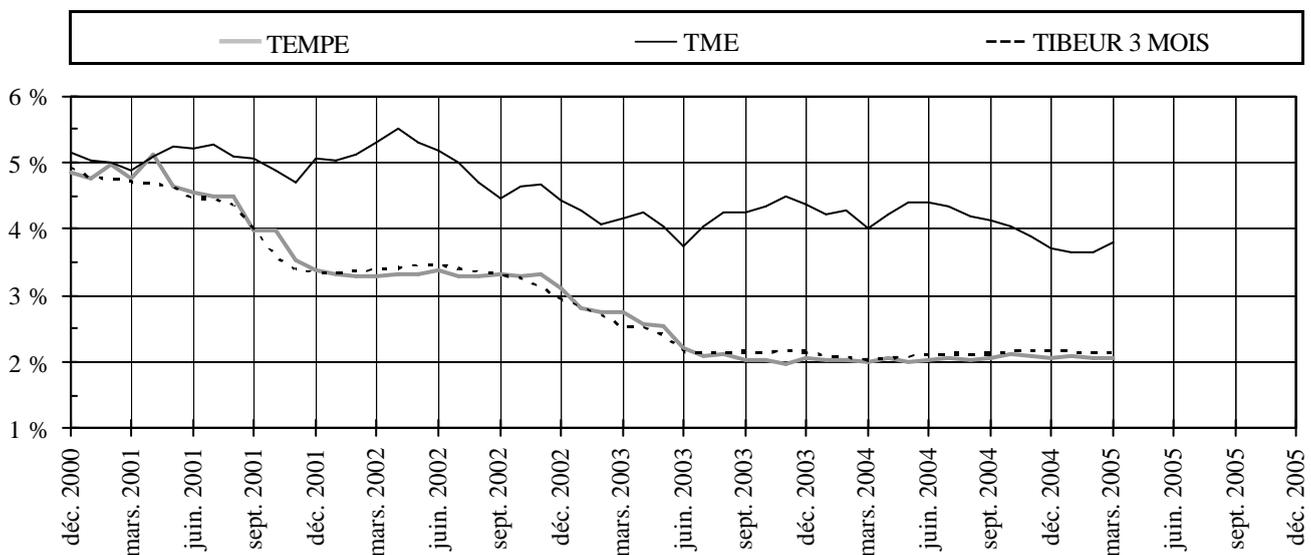
(2) à compter du 01/01/2004

(4) à compter du 01/09/2004 (Taux SGFGAS)

(6) à compter du 01/04/2004 (Taux SGFGAS)

### 2.2 - TAUX DU MARCHÉ

#### 2.2.1 TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE ET DU MARCHÉ OBLIGATAIRE (MOYENNE MENSUELLE)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'État à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

**2. Rappel des taux****2.2.2 TAUX DE BASE BANCAIRE**

	Av. 01	Juill. 01	Oct. 01	Jan. 02	Av. 03
France Métropolitaine (taux de base bancaire)	7,10%	7,10%	6,60%	6,60%	6,60%
Nouvelle-Calédonie (taux de référence moyen pondéré)	8,23%	8,22%	8,22%	8,21%	8,20%
Ecart (en points)	1,13	1,12	1,62	1,61	1,60

**2.3 - TAUX DE L'USURE****2.3.1 CRÉDITS AUX PARTICULIERS**

Seuils de l'usure	3 <sup>ème</sup> Trim. 2004	4 <sup>ème</sup> Trim. 2004	1 <sup>er</sup> Trim. 2005	2 <sup>ème</sup> Trim. 2005
<b>Prêts immobiliers</b>				
- Prêts à taux fixe	6,67 %	6,56 %	6,63 %	<b>6,29 %</b>
- Prêts à taux variable	5,88 %	5,85 %	5,84 %	<b>5,69 %</b>
- Prêts à taux relais	6,72 %	6,68 %	6,56 %	<b>6,20 %</b>
<b>Autres prêts (1)</b>				
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 F CFP	20,73 %	20,13 %	19,45 %	<b>19,60 %</b>
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP	16,64 %	16,21 %	16,33 %	<b>16,53 %</b>
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 F CFP	9,07 %	9,12 %	8,85 %	<b>8,87 %</b>

(1) Le décret n°2002-927 du 10 décembre 2002 a défini une nouvelle méthode pour le calcul du taux effectif global applicable aux crédits à la consommation. Cette évolution a été prise en compte à partir du 4<sup>ème</sup> trimestre 2002 pour les calculs des seuils de l'usure.

**2.3.2 CRÉDITS AUX ENTREPRISES**

Seuils de l'usure	3 <sup>ème</sup> Trim. 2004	4 <sup>ème</sup> Trim. 2004	1 <sup>er</sup> Trim. 2005	2 <sup>ème</sup> Trim. 2005
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,40 %	8,55 %	8,47 %	<b>8,53 %</b>
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	6,00 %	6,08 %	6,01 %	<b>5,79 %</b>
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,41 %	6,47 %	6,65 %	<b>6,43 %</b>
- Découverts en compte (2)	10,73 %	11,27 %	11,71 %	<b>11,55 %</b>
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	7,73 %	8,20 %	7,88 %	<b>7,67 %</b>

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

## 2. Rappel des taux

### 2.4 - ENQUÊTES DE L'IEOM SUR LE COÛT DU CRÉDIT

#### 2.4.1 LE COÛT DU CRÉDIT AUX PARTICULIERS

L'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux particuliers est effective en Nouvelle-Calédonie depuis le début de l'année 2002. Le dispositif de recensement s'est progressivement étendu à l'ensemble des établissements de crédit de la place<sup>4</sup>. La dernière enquête a été réalisée aux mois de janvier et février 2005 et a porté sur 8 876 crédits aux particuliers, pour un montant total de 16,1 milliards de F CFP.

Le taux moyen des prêts immobiliers ressort stable à 5,13 % (+ 0,05 point par rapport au taux moyen observé lors de l'enquête précédente). Les prêts immobiliers sont quasi-exclusivement accordés à taux fixes et représentent, en volume, près des deux tiers des autorisations recensées.

Le taux moyen des découverts ressort également stable à 11,34 % (+ 0,02 point par rapport à l'enquête juillet/août 2004). L'octroi de découverts représente, en nombre de crédits distribués, plus de la moitié de l'activité de crédit des établissements de la place avec les particuliers.

#### 2.4.2 LE COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

Au cours des mois de janvier et février 2005, l'ensemble des cinq banques FBF de la place a distribué 4 637 crédits aux entreprises pour un montant total de 18,7 milliards de F CFP. Le montant moyen des crédits aux entreprises ressort à 4 millions de F CFP, en diminution par rapport à l'enquête de juillet/août 2004 où il s'établissait à 5,6 millions de F CFP.

Cette dernière enquête révèle une légère réduction du coût du crédit par rapport à l'enquête précédente :

- l'inclinaison à la baisse du taux d'intérêt moyen pondéré de l'ensemble des crédits à court terme est toutefois le résultat d'évolutions contrastées. Ainsi, le taux moyen appliqué aux opérations de découverts s'est contracté de 0,33 point passant de 6,03 % à 5,70 %. L'escompte est une opération fréquemment utilisée en Nouvelle-Calédonie représentant en moyenne, plus de la moitié des opérations de crédits à court terme. Les opérations d'escompte sont, de façon générale, majoritairement effectuées pour un montant inférieur à 2 millions de F CFP. Le taux moyen pondéré des opérations d'escompte ressort à 6,22 % contre 5,95 % précédemment. Les autres crédits à court terme enregistrent pour leur part une quasi-stabilité (- 0,1 point) de leur taux moyen à 5,73 %. Leur part demeure marginale dans les déclarations des établissements de crédit de la place, tant en terme de nombre de crédits qu'en terme de montant.

- la moyenne pratiquée pour les crédits à moyen et long terme ressort en diminution de 0,15 point à 4,78 %.

<sup>4</sup> Banques FBF et Sociétés financières (sauf le CAM du fait de la nature de son activité).

## 2. Rappel des taux

### Evolution des taux moyens du crédit aux particuliers

Taux moyen constaté (1)	janvier 2004	juillet 2004	janvier 2005	Variations en points	
				sur 12 mois	sur 6 mois
Prêts immobiliers.....	5,38%	5,08%	5,13%	-0,25 pt	0,05 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP.....	13,07%	12,65%	9,65%	-3,43 pts	-3,00 pts
Découverts.....	12,08%	11,32%	11,34%	-0,73 pt	0,02 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP.....	7,32%	6,71%	6,90%	-0,42 pt	0,19 pt
<b>Taux moyen global.....</b>	<b>9,98%</b>	<b>9,46%</b>	<b>9,62%</b>	<b>-0,37 pt</b>	<b>0,15 pt</b>

(1) sur la base de moyennes arithmétiques simples

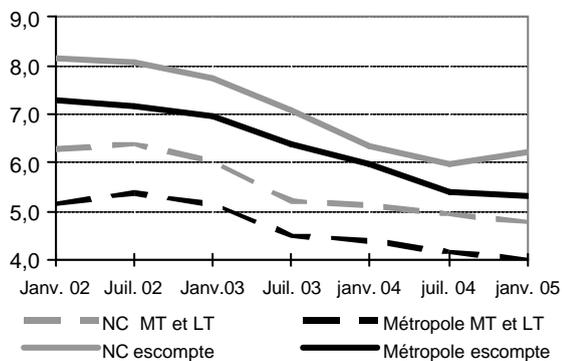
### Evolution du coût du crédit net aux entreprises

en %

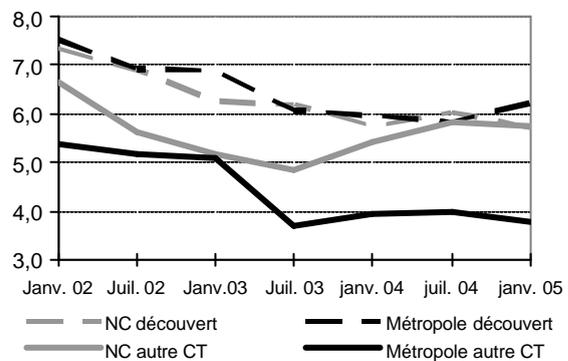
Taux moyens constatés	Janvier 2002	Juillet 2002	Janvier 2003	Juillet 2003	Janvier 2004	Juillet 2004	Janvier 2005
NC escompte	8,16	8,04	7,72	7,07	6,33	5,95	6,22
NC découvert	7,33	6,91	6,25	6,18	5,74	6,03	5,70
NC autres court terme	6,64	5,62	5,16	4,83	5,41	5,83	5,73
<b>Ens. court terme</b>	<b>7,74</b>	<b>7,38</b>	<b>6,85</b>	<b>6,42</b>	<b>5,90</b>	<b>5,98</b>	<b>5,92</b>
NC MT et LT	6,28	6,38	6,01	5,21	5,12	4,93	4,78
déclarations (nb)	931	1 196	1 166	995	1 677	2 333	4 637
Métropole escompte	7,28	7,16	6,95	6,36	5,98	5,41	5,31
Métropole découvert	7,52	6,92	6,88	6,06	5,96	5,83	6,23
Métropole autres CT	5,38	5,17	5,07	3,7	3,96	3,97	3,79
Métropole MT et LT	5,15	5,37	5,15	4,49	4,39	4,15	4,00

Pour chaque catégorie de crédit, les taux retenus pour la Métropole sont ceux de la tranche des crédits correspondant au montant moyen observé sur la place lors des deux dernières enquêtes

Coût des crédits à moyen et long terme aux entreprises (en %)



Coût du découvert aux entreprises (en %)





### *III. Les autres activités de l'IEOM*

- 1. L'émission de la monnaie fiduciaire*
- 2. Les systèmes d'échange de valeurs*
- 3. Le refinancement*
- 4. La gestion des fichiers réglementaires*

## Les autres activités de l'IEOM

### 3.1 - L'EMISSION DE LA MONNAIE FIDUCIAIRE

Banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de Wallis-et-Futuna et de la Polynésie française, l'Institut d'émission d'outre-mer dispose du privilège de l'émission monétaire depuis le 1er avril 1967. Il émet ses propres billets et pièces, libellés en franc CFP (F CFP), monnaie ayant cours légal. La parité du franc CFP exprimée en euro est fixée à 8,38 euros pour 1000 francs CFP depuis le 1er janvier 1999.

L'Institut d'émission d'outre-mer met en circulation des billets d'une valeur faciale de 10 000 F CFP, 5 000 F CFP, 1 000 F CFP et 500 F CFP et des pièces d'une valeur faciale de 100 F CFP, 50 F CFP, 20 F CFP, 10 F CFP, 5 F CFP, 2 F CFP et 1 F CFP.

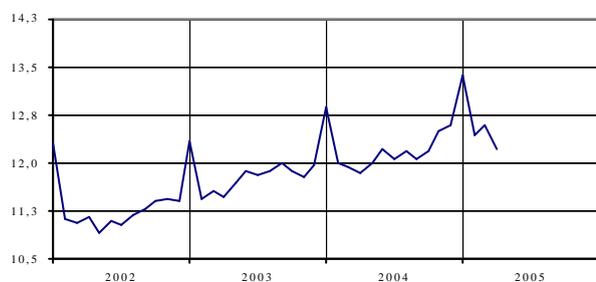
#### 3.1.1 L'émission de billets en F CFP

A fin mars 2005, l'émission nette de billets en F CFP s'élève à 3,5 millions de billets pour une valeur totale de 12,2 milliards de FCFP, toutes coupures confondues, soit une hausse respective de 2,5 % et de 3,2 % par rapport à la même date l'année précédente.

Les principales évolutions par rapport à fin mars 2004 en nombre d'unités émises concernent les billets de 5 000 F CFP qui progressent de 5,5 % et les billets de 10 000 F CFP qui augmentent de 4,3 %.

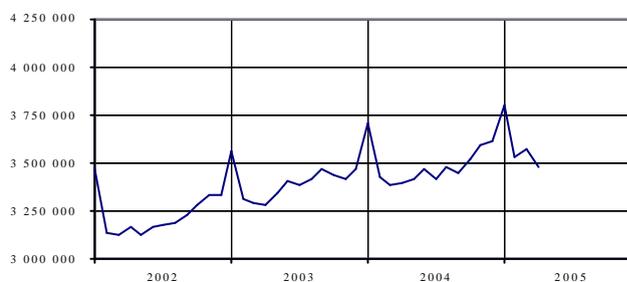
Les coupures de 5 000 F CFP et de 1 000 F CFP sont les plus utilisées ; les billets de 5 000 F CFP représentent ainsi 30,2 % du total des billets émis, devant ceux de 1 000 F CFP qui représentent 29 % du total.

**Emissions mensuelles nettes de billets en valeur**  
(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

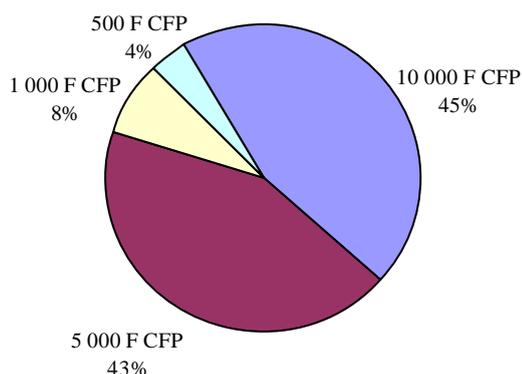
**Emissions mensuelles nettes de billets en unités**  
(en unités)



Source : IEOM

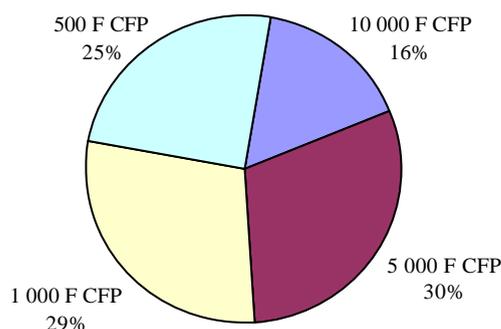
#### **Répartition par coupure en valeur et en volume de l'émission nette de billets CFP pour le mois de mars 2005**

Répartition en valeur



Source : IEOM

Répartition par quantité



Source : IEOM

### 3.1.2 L'émission de pièces en F CFP

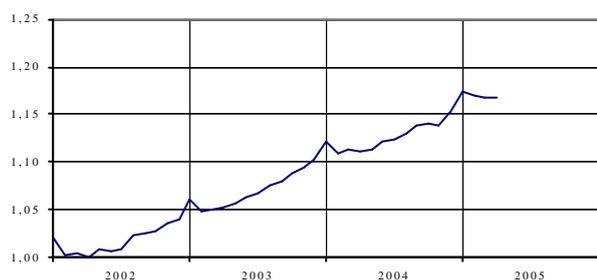
Pour le mois de mars 2005, l'émission nette de pièces en F CFP s'affiche en hausse de 5,2 % par rapport à la même période l'année dernière à 90,4 millions de pièces pour un montant total en hausse de 5,0 % à 1,2 milliard de F CFP.

Les principales évolutions par rapport au mois de mars 2004 en nombre de monnaies émises concernent les pièces de 2 F CFP qui progressent de 6,4 % et les pièces de 5 F CFP qui augmentent de 6,0 %.

Les « petites pièces » (1F CFP, 2 F CFP, 5 F CFP) représentent 71,2 % du nombre de pièces émises à fin décembre, mais seulement 11,4 % en valeur.

#### Emissions nettes de pièces en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

#### Emissions nettes de pièces en unités

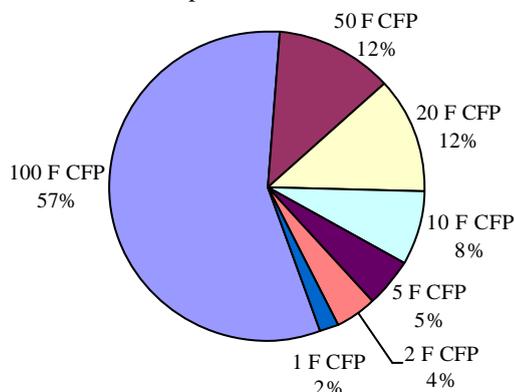
(en unités)



Source : IEOM

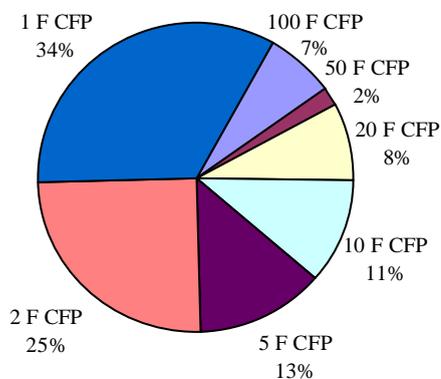
#### Répartition par coupure en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de pièces CFP à fin mars 2005

##### Répartition en valeur



Source : IEOM

##### Répartition par quantité



Source : IEOM

## Les autres activités de l'IEOM

### 3.2 - LES SYSTEMES D'ÉCHANGE DE VALEURS

La **chambre de compensation** de Nouvelle-Calédonie, gérée par l'Institut d'émission d'outre-mer, assure le règlement des échanges interbancaires de valeurs (chèques, virements, effets de commerce...). Le solde résultant de la compensation quotidienne est inscrit au compte de chaque participant tenu par l'IEOM.

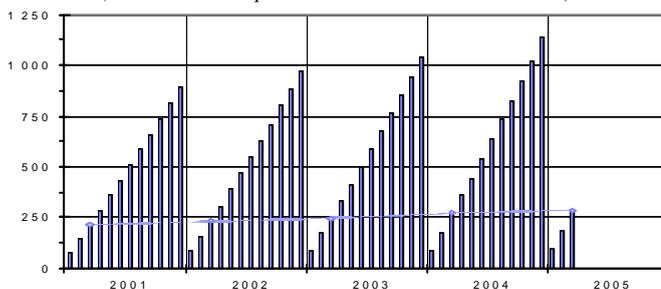
L'Institut d'émission d'outre-mer et les établissements bancaires et assimilés de Nouvelle-Calédonie ont engagé un processus de modernisation du **système interbancaire d'échange** (SIE) de la place. Ce processus a débouché le lundi 30 mai 2005 sur l'ouverture officielle du nouveau SIE de Nouvelle-Calédonie qui met en œuvre l'échange dématérialisé des valeurs. Pour l'instant, le nouveau SIE de Nouvelle-Calédonie traite les chèques, les virements, les prélèvements et le TIP. Les autres valeurs, notamment les effets, continuent à s'échanger dans le cadre de la chambre manuelle de compensation jusqu'à l'évolution prochaine du dispositif.

Au cours du premier trimestre de l'année 2005, l'ensemble des **valeurs compensées** Nouvelle-Calédonie a représenté **4,1 millions d'opérations** (chèques, effets et virements) pour un montant total de **287,1 milliards de F CFP**. Comparé au volume des opérations effectuées au cours du premier trimestre 2004 (4 millions d'opérations), l'activité de la chambre de compensation a augmenté de 2,4 %. En valeur, le montant total des transactions traitées a progressé de 5,2 % par rapport à la même époque l'année précédente (272,8 milliards de F CFP).

Dans le détail, le volume de chèques traités reste stable (2,8 millions de formules) pour un montant global compensé en progression (+ 2,2 %). Les effets, avis de prélèvement et titres interbancaires progressent pour leur part de 19,4 % en volume pour un montant d'opérations traitées en hausse de 10 %. Les virements progressent de 1,8 % en nombre et de 8,2 % en montant. Pour le premier trimestre de l'année, les virements représentent ainsi 0,7 million d'opérations pour un volume total de 123,8 milliards de F CFP.

#### Compensation des échanges de valeurs

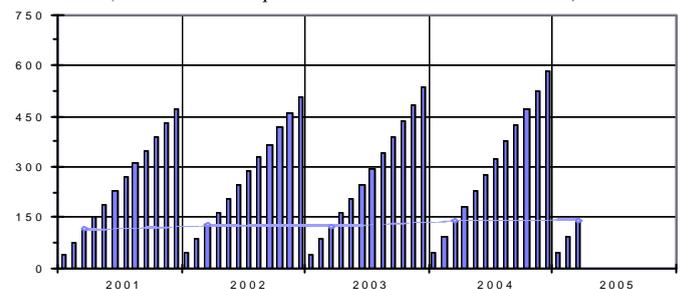
(cumul mensuel par année en milliards de F CFP)



Source : IEOM

#### Compensation des chèques

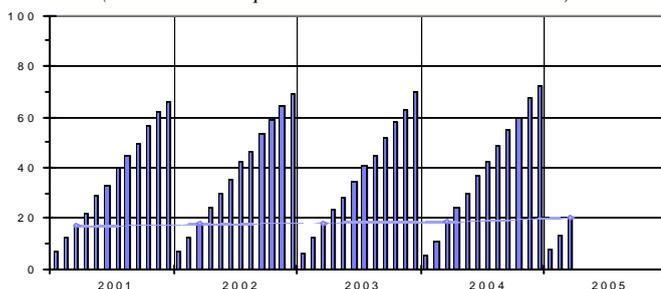
(cumul mensuel par année en milliards de F CFP)



Source : IEOM

#### Compensation des effets, avis de prélèvement et titres interbancaires de paiements

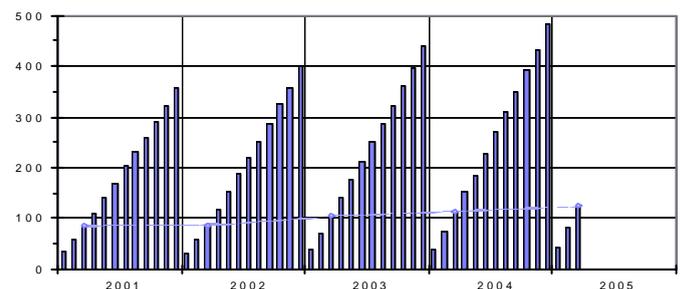
(cumul mensuel par année en milliards de F CFP)



Source : IEOM

#### Compensation des virements

(cumul mensuel par année en milliards de F CFP)



Source : IEOM

**3.3 - LE REFINANCEMENT**

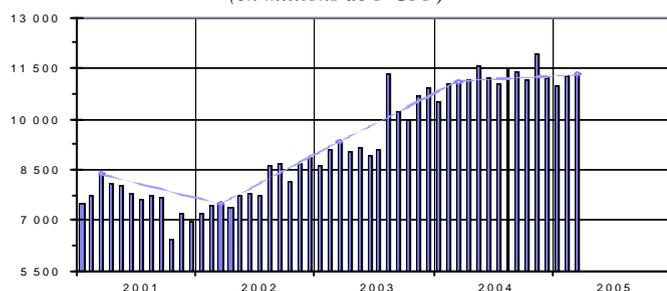
L'IEOM assure le **refinancement des crédits** à court terme (< 1 an) destinés à couvrir les besoins de trésorerie des entreprises et celui des crédits à moyen terme permettant l'acquisition d'outils de production. Le dispositif de réescompte est accessible aux entreprises connues de l'IEOM dont la situation financière est saine et équilibrée. L'Institut d'émission assure également le refinancement des particuliers pour les crédits destinés aux économies d'énergie et les prêts bancaires au logement (dans la limite de certaines conditions – prix maximum du m<sup>2</sup>...).

Le nombre **d'entreprises bénéficiant d'une cotation valide** par l'Institut d'émission d'outre-mer en Nouvelle-Calédonie s'établissait à **8 207** au 31 mars 2005. Sur ce total, 31,6 % (**2 596 entreprises**) étaient, compte tenu de leur secteur d'activité et de leur cotation, **éligibles aux différents modes d'intervention** de l'IEOM. Au 31 mars 2004, 7 310 entreprises étaient cotées par l'Institut d'émission, dont 2 471 étaient éligibles au refinancement (33,8 % des entreprises cotées).

Au **31 mars 2005**, les **crédits mobilisés** auprès de l'IEOM s'élevaient à **11,3 milliards de F CFP** contre **11,1 milliards de F CFP à fin mars 2004**, soit une augmentation de 1,8 % du montant des crédits mobilisés. Les crédits aux particuliers représentent 0,8 milliard de F CFP contre 1,2 milliard de F CFP au 31 mars 2004 (- 33,3 % en douze mois). Les crédits aux entreprises progressent, pour leur part, de 6,1 % en douze mois (10,5 milliards de F CFP au 31 mars 2005 contre 9,9 milliards de F CFP à fin mars 2004).

**Mobilisation des crédits**

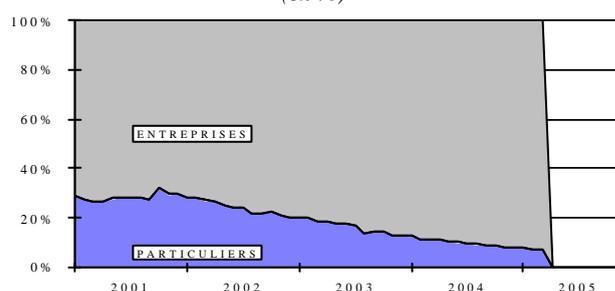
Montant global du portefeuille en fin de mois  
(en millions de F CFP)



Source : IEOM

**Mobilisation des crédits**

Répartition du portefeuille en fin de mois par agent économique  
(en %)



Source : IEOM

### 3.4 - LA GESTION DES FICHIERS REGLEMENTAIRES

#### 3.4.1 LE FICHIER CENTRAL DES CHÈQUES (FCC)

Le Fichier Central des Chèques recense toutes les personnes frappées d'une interdiction d'émettre des chèques, que cette interdiction soit bancaire ou judiciaire, ainsi que les personnes ayant fait un usage abusif de leur carte bancaire. Les premiers sont fichés jusqu'à la régularisation de leur situation et, à défaut, pendant cinq ans. Les seconds sont fichés pendant deux ans, même s'ils ont entre-temps régularisé leur situation.

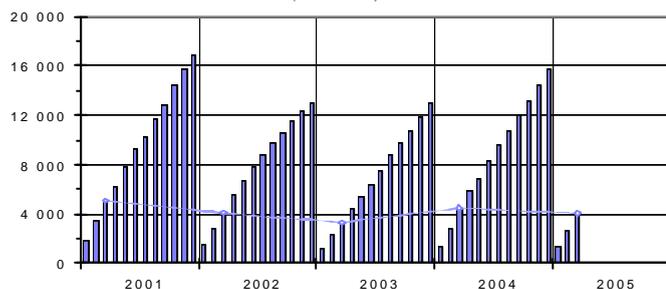
Le Fichier Central des Chèques a enregistré 4 069 incidents de paiement sur chèques pour le premier trimestre de l'année, ce qui correspond à une baisse de 9,5 % du nombre d'incidents constaté par rapport au trois premiers mois de l'année précédente (4 495 incidents). Compte tenu du volume sensiblement égal du nombre de chèques compensés au cours des premiers trimestres 2004 et 2005, le taux de risque sur paiement par chèque s'établit à 1,43 pour mille à fin mars 2005, en diminution par rapport à celui constaté à fin mars 2004 (1,58 ‰).

Au 31 mars 2005, le territoire comptait 4 739 personnes physiques en interdit bancaire, soit sensiblement le même nombre de personnes qu'au 31 mars 2004 (4 766 personnes interdites bancaires).

Au cours du premier trimestre 2005, 282 cartes bancaires ont été retirées contre 375 lors du premier trimestre de l'année précédente. Le nombre cumulé de retraits de cartes bancaires recule de 24,8 % en douze mois. Parallèlement, le taux de retrait sur cartes bancaires (cumul infra-annuel du nombre de retraits de cartes bancaires rapporté au nombre de porteurs à chaque fin de trimestre) s'établit à 0,4 %, soit un taux sensiblement inférieur à celui de mars 2004 (0,6 ‰).

##### Incidents de paiement sur chèques

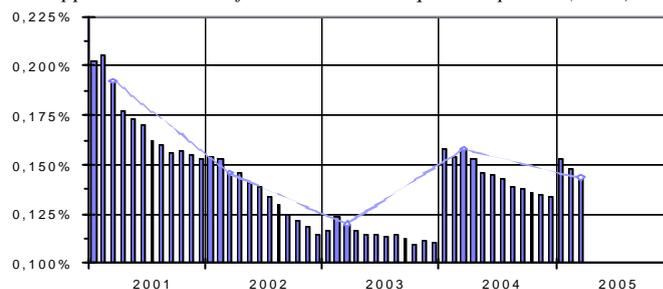
Cumul infra-annuel du nombre d'incidents  
(en unité)



Source : IEOM

##### Taux de risque sur paiement sur chèques

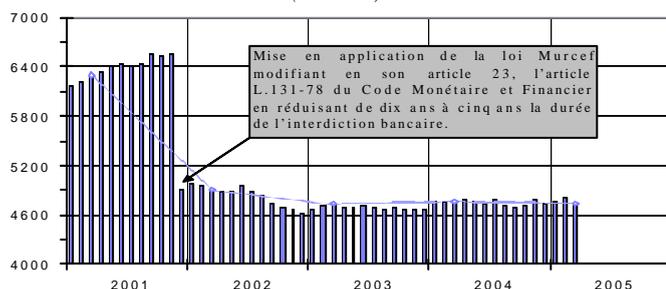
Cumul infra-annuel du nombre d'incidents  
rapporté au cumul infra-annuel des chèques compensés (en %)



Source : IEOM

##### Personnes physiques interdites bancaires

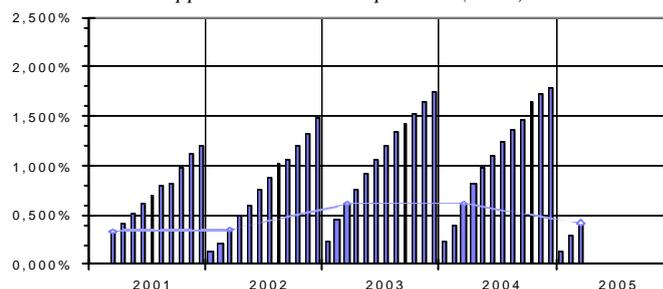
Stock fin de mois  
(en unité)



Source : IEOM

##### Taux de retraits sur cartes bancaires

Cumul infra-annuel du nombre de retraits de cartes bancaires  
rapporté au nombre de porteurs (en %)



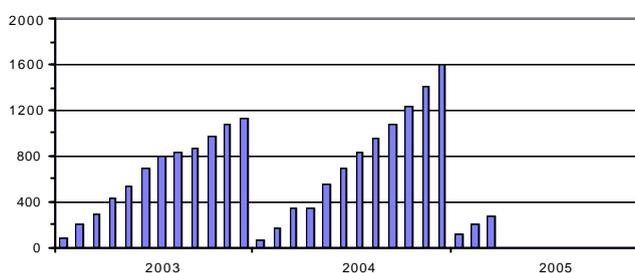
Source : IEOM

**3.4.2 LE FICHIER DES INCIDENTS DE PAIEMENT SUR EFFETS (FIPE)**

Le Fichier des Incidents de Paiement sur Effets, qui centralise les incidents de paiement concernant les instruments autres que le chèque, a enregistré 265 incidents au cours du premier trimestre 2005. Au 31 mars de l'année dernière, le FIPE comptabilisait 352 incidents. Le Fichier des Incidents de Paiement sur Effets enregistre ainsi une baisse de 24,7 % des incidents par rapport à la même période l'année précédente.

**Incidents de paiement sur effets**

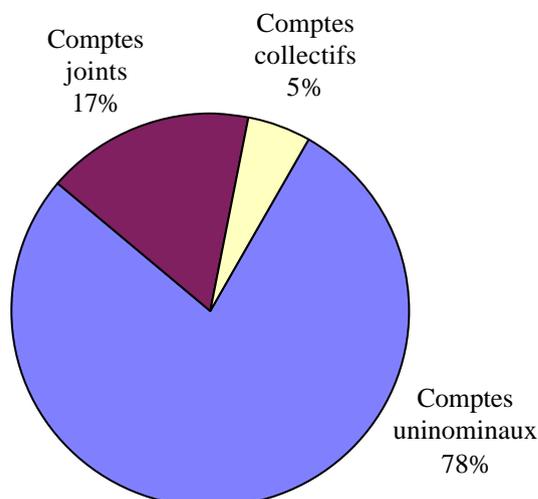
Cumul annuel du nombre d'incidents  
(en unité)



Source : IEOM

**3.4.3 LE FICHIER DES COMPTES D'OUTRE-MER (FICOM)**

Le Fichier des Comptes bancaires d'Outre-Mer, qui recense les comptes tirés de chèques, comptabilise 185 083 comptes ouverts à fin mars 2005.

**Répartition des comptes**

Source : IEOM

## Les autres activités de l'IEOM

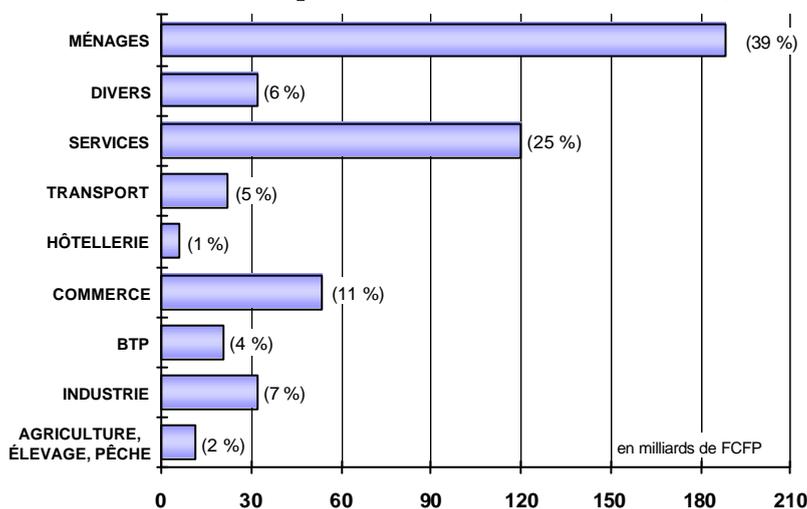
### 3.4.4 LE SERVICE CENTRAL DES RISQUES (SCR)

Le montant des encours bancaires et sociaux déclarés selon les nouvelles normes déclaratives « SCR2 » auprès de l'agence IEOM de Nouméa au titre de la centralisation des risques du mois de mars 2005 s'établit à 492,5 milliards de F CFP.

L'encours bancaire<sup>5</sup> représente 486,3 milliards de F CFP dont 188,8 milliards de FCFP en faveur des particuliers. Les banques FBF de la place détiennent 83 % de l'encours bancaire. Ce dernier a été accordé à 39 % en faveur des particuliers. L'encours des crédits accordés aux professionnels concerne principalement le secteur des services (25 % du total des octrois) et le commerce (11 % de l'encours bancaire).

Les arriérés CAFAT atteignent 6,1 milliards de FCFP et concernent 1 082 entreprises. Ces dernières relèvent essentiellement des secteurs du BTP (31 %), des services (19 %) et du commerce (16 %).

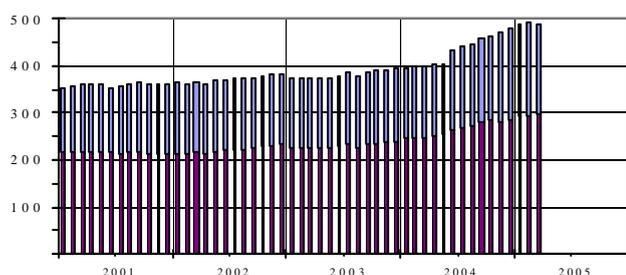
#### Répartition de l'encours du SCR par secteur (hors arriérés CAFAT) au 31 mars 2005



Source : IEOM

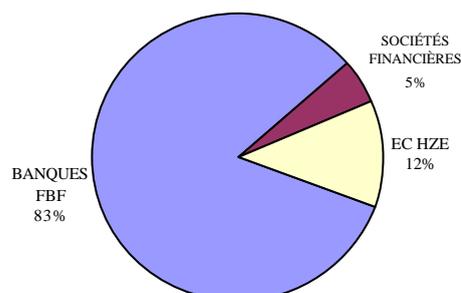
#### Encours du SCR (hors arriérés CAFAT)

! Ménages ! Autres agents financiers  
(Encours fin de mois en milliards de F CFP)



Source : IEOM

#### Répartition de l'encours du SCR (hors arriérés CAFAT) par catégorie d'établissements au 31 mars 2005



Source : IEOM

<sup>5</sup> y compris de hors bilan





*Annexe*

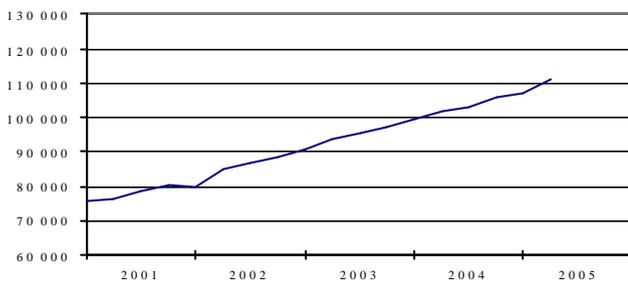
**Les principaux chiffres de la monétique**

## LES PRINCIPAUX CHIFFRES DE LA MONÉTIQUE

### STATISTIQUES MONÉTIQUES *mars 2005*

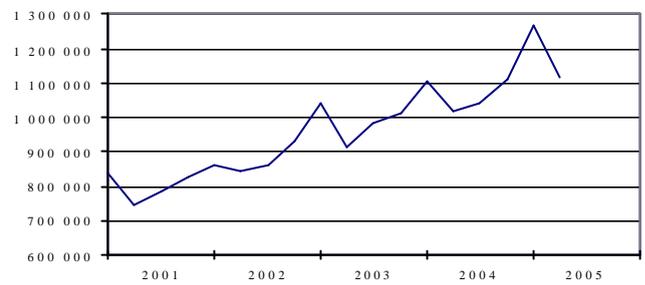
	<i>Variations</i>						
	mars 2003	mars 2004	mars 2005	<i>montant</i>		<i>%</i>	
	(1)	(2)	(3)	(3)-(2)	(3)-(1)	(3)/(2)	(3)/(1)
<b>Nombre de porteurs.....</b>	<b>93 645</b>	<b>101 524</b>	<b>111 161</b>	<b>9 637</b>	<b>17 516</b>	<b>9,5</b>	<b>18,7</b>
• Cartes bleue.....	54 811	60 259	67 254	6 995	12 443	11,6	22,7
• Cartes Jade .....	21 001	22 112	22 914	802	1 913	3,6	9,1
• Cartes privatives.....	17 833	19 153	20 993	1 840	3 160	9,6	17,7
<b>Nombre de terminaux.....</b>	<b>2 022</b>	<b>2 108</b>	<b>2 148</b>	<b>40</b>	<b>126</b>	<b>1,9</b>	<b>6,2</b>
• Terminal de paiement électronique.....	1 830	1 921	1 995	74	165	3,9	9,0
• Terminal de paiement mécanique.....	192	187	153	-34	-39	-18,2	-20,3
<b>Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...).....</b>	<b>93</b>	<b>100</b>	<b>99</b>	<b>-1</b>	<b>6</b>	<b>-1,0</b>	<b>6,5</b>
<b>Terminal de paiement électronique</b>							
• Nombre de transactions.....	905 871	1 011 846	1 110 708	98 862	204 837	9,8	22,6
• Montant (milliers de XPF).....	7 989 968	8 892 245	9 784 558	892 313	1 794 590	10,0	22,5
• Moyenne par transaction (en XPF).....	8 820	8 788	8 809	21	-11	0,2	-0,1
<b>Terminal de paiement mécanique</b>							
• Nombre de transactions.....	4 728	8 822	5 298	-3 524	570	-39,9	12,1
• Montant (milliers de XPF).....	112 526	165 064	124 183	-40 881	11 657	-24,8	10,4
• Moyenne par transaction (en XPF).....	23 800	18 710	23 440	4 730	-360	25,3	-1,5
<b>Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...)</b>							
• Nombre de retraits.....	666 041	756 735	819 304	62 569	153 263	8,3	23,0
• Montant (milliers de XPF).....	5 987 963	6 633 727	7 313 250	679 523	1 325 287	10,2	22,1
• Moyenne par retrait (en XPF).....	8 990	8 766	8 926	160	-64	1,8	-0,7

**Nombre de porteurs**  
(en unité)



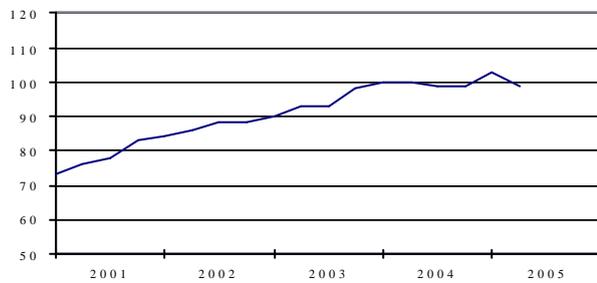
Source : Etablissements de crédit

**Nombre de transactions sur terminaux de paiement**  
(en unité)



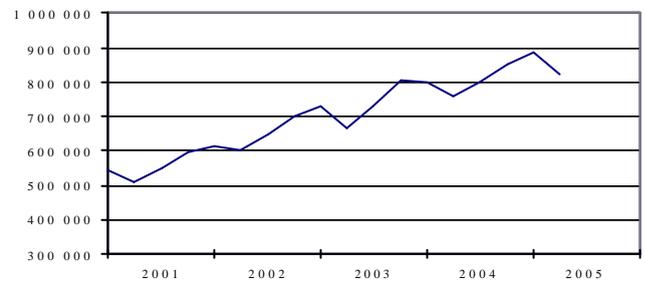
Source : Etablissements de crédit

**Nombre d'automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)** (en unité)



Source : Etablissements de crédit

**Nombre de retraits sur automates bancaires** (en unité)



Source : Etablissements de crédit

Directeur de la publication : T. CORNAILLE  
Responsable de la rédaction : E. BAULARD  
Editeur et imprimeur : IEOM  
Achevé d'imprimer le 30 juin 2005  
Dépôt légal : 2005 n° ISSN 0296-3108

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**

AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE

19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex

Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553

e-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)